



Stadt Biel
Ville de Bienne

Ratssekretariat
Secrétariat parlementaire

07^e procès-verbal du Conseil de ville / 07. Stadtratsprotokoll

Séance du mercredi 29 juin 2022 à 18h00

Sitzung vom Mittwoch, 29. Juni 2022, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesen:

Augsburger-Brom Dana, Bohnenblust Peter, Boly Kady, Bord Pascal, Briechle Dennis, Cadetg Leonhard, Clauss Susanne, Cuixeres Manon, De Maddalena Daniela, Epper Bettina, Francescutto Luca, Gloor Yannick, Gurtner-Oesch Sandra, Halter Marisa, Hamdaoui Mohamed, Heiniger Peter, Koller Levin, Leuenberger Bernhard, Loderer Benedikt, Moeschler Marie, Molina Franziska, Morandi Marcel, Oberle Fabio, Paronitti Maurice, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Rodriguez Ugolini Julian, Roth Myriam, Rüber Stefan, Scherrer Jürg, Scheuss Urs, Schlup Nina, Schneider Sandra, Schneider Veronika, Schor Alfred, Sprenger Titus, Steinmann Alfred, Stettler Urs, Stolz Joseline, Strobel Salome, Stocker Julien, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tanner Anna, Tonon Ariane, Torriani Latscha Isabelle, Vlaiculescu-Graf Christiane, Vouillamoz Naomi, Wächter Olivier, Wendling Cécile, Widmer Patrick, Wiederkehr Martin, Zumstein Joël

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt

Bucher Juliet, Kilezi Ruth, Lehmann Caroline, Schaffter Gaël, Schiess Christophe, Tennenbaum Ruth, van der Meer Marion

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Fehr Erich, maire

Conseillères municipales / Conseillers municipaux: Feurer Beat, Frank Lena, Gonzalez Bassi Glenda

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

Conseillère municipale Steidle Silvia

Présidence / Vorsitz:

Bord Pascal, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Klemmer Regula, secrétaire parlementaire

77.	Déclaration du Groupe UDC / Les Confédérés	196
78.	Approbation de l'ordre du jour	197
79.	Communications du Bureau du Conseil de ville	199
	• Décompte de la compétence de la CDG	199
80.	Approbations des procès-verbaux (15/16 mai 2019, n ^{os} 6 et 7)	199
81.	20210327 Révision partielle du règlement Contrat social (RDCo 1.5.3-3)	199
82.	20220046 Approbation de crédits supplémentaires à la charge des comptes annuels 2021	203
83.	20220046 Comptes annuels 2021	204
	• Mairie	214
	• Direction des finances	214
	• Direction de l'action sociale et de la sécurité	214
	• Direction de la formation, de la culture et du sport	214
	• Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement	214
	• Comptes spéciaux	216
84.	20220128 Réaménagement du Quai du Bas / Crédit d'étude	217
85.	20220144 Bien-fonds Alpenblick à Gstaad – Octroi d'un droit de superficie sur la parcelle inscrite au registre foncier de Saanen sous le n°441	227
86.	20220127 Chemin de la Tuilerie, Clos-du-Lac, chemin des Pêcheurs, chemin des Roseaux / Remplacement des canalisations / Crédit d'engagement	230

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je souhaite la bienvenue à Monsieur Yannick Gloor pour sa première séance.

Vous trouverez sur vos tables:

- Rapport d'activité 2021 du Conseil des affaires francophones de l'arrondissement de Biel/Bienne (CAF)
- Rapport annuel Bienne 2020/2021 «Le chantier des enfants»
- Proposition Peter Bohnenblust, FDP concernant l'approbation de l'ordre du jour: Report du Crédit d'engagement 20190333 «Complexe sportif aux Champs-de-Boujean» à une prochaine séance (feuille blanche)
- Proposition d'amendement des Verts, GLP+, SP/JUSO, PRR, Passerelle et POP concernant le point 7 de l'ordre du jour, 20220128 «Réaménagement du Quai du Bas / Crédit d'étude» (feuille lilas)
- Proposition d'amendement FDP et PRR concernant le message du point 9 de l'ordre du jour, 20190333 «Complexe sportif aux Champs-de-Boujean / Crédit d'engagement» (feuille blanche)

Comme déjà annoncé, les temps de parole seront réduits pour cette séance afin de pouvoir traiter toutes les affaires. La Commission de gestion aura 7.5 minutes, les groupes auront 7.5 minutes et les orateurs individuels auront 2.5 minutes.

Nous débutons la séance avec une déclaration du Groupe UDC/Les Confédérés.

77. Déclaration du Groupe UDC / Les Confédérés

Widmer Patrick, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Nous avons découvert par les médias locaux que le collectif SoliBiel/Bienne occupe illégalement une partie des locaux non-utilisés de l'EMS du Ried, depuis la semaine dernière. Son objectif est que la Ville mette à disposition ces locaux pour loger les requérants d'asile déboutés qui se trouvent, actuellement, dans les containers des Champs-de-Boujean. Selon le principe de l'État de droit, qui s'applique pour chaque citoyen en Suisse et donc aussi à la Ville de Bienne, nous ne pouvons pas tolérer le fait que des personnes squattent des bâtiments appartenant au patrimoine de la Ville de Bienne. Suite aux informations émises par la presse, le Conseil Municipal reste laxiste et privilégie le dialogue plutôt que l'action d'autant plus, que ces requérants déboutés sont à la charge du Canton, lequel a planifié de les déplacer dans des endroits plus appropriés et accueillants pour les familles, d'ici fin juillet 2022. Les containers des Champs-de-Boujean ne répondent pas aux normes de sécurité, notamment en termes de protection incendie. À noter également, que les enfants scolarisés à Bienne pourront continuer d'être scolarisés en langue française à Bellelay et en langue allemande à Gampelen et Enggistein.

Nous attendons des membres du Conseil Municipal que d'une part ils agissent en faisant respecter la loi et que d'autre part ils n'interviennent pas inutilement dans les décisions du Canton. Selon notre groupe, la Ville a actuellement d'autres priorités.

78. Approbation de l'ordre du jour

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Le point 18 mentionné sur la version papier de l'ordre du jour est en réalité le point 17.1. Cette information est correcte sur la version informatique de ce document. Cela n'aura pas d'incidence sur la tenue de cette séance car ce point est reporté à la séance suivante vu l'absence de Madame Tennenbaum.

Je vous demande aussi de prendre note que le point 9 de l'ordre du jour sera traité en début de séance demain soir sur demande du Conseil municipal.

Je donne la parole à Monsieur Bohnenblust afin qu'il puisse expliquer sa demande de report déposée pour le point 9 de l'ordre du jour.

Bohnenblust Peter, FDP: Warum stelle ich diesen Antrag? Die Verschiebung auf die Stadtratssitzung im August oder September 2022 richtet sich nicht gegen das Projekt. Vielmehr möchte ich damit bessere Voraussetzungen für den Stadtratsbeschluss und vor allem für die anschliessende Volksabstimmung schaffen. Ich wünsche mir mehr Transparenz in finanzieller aber auch in rechtlicher Hinsicht. Das Projekt Multisporthallen ist aus mehreren Gründen aussergewöhnlich. Die Räume sollen sehr unterschiedlichen NutzerInnen dienen, darunter die lange versprochene Halle für den Inlinehockey. Unterrichtsräume in der Innenstadt werden durch die Verlegung der Lektionen für das SKS (Sport-Kultur-Studium) freigespielt und nicht zuletzt konnte der Kanton Bern als Partner für das vorliegende Projekt gewonnen werden. Auf einen Rückweisungsantrag habe ich verzichtet, weil damit das gesamte Projekt gefährdet wäre.

Meine Hauptanliegen sind einerseits der zweckmässige und sorgfältige Umgang mit den Stadtfinanzen. Ein Abwägen mit weiteren ausstehenden grösseren Vorhaben ist angebracht. Der Stadtrat wird leider erst später über weitere Projekte informiert. Andererseits fehlen meiner Meinung nach entscheidende Informationen zum vorliegenden Projekt. Mit einer Verschiebung könnten diese vom Gemeinderat nachgeliefert werden. Folgende Fragen sind zu klären:

- Wird das Kostendach von CHF 18 Mio. wirklich eingehalten? Die sogenannte «Vorinvestition» von CHF 4,6 Mio. soll durch die Nutzenden während 33 Jahren zurückbezahlt werden. Das Vorgehen ist meines Erachtens sowohl buchhalterisch als auch rechtlich nach HRM2 (Harmonisiertes Rechnungsmodell) nicht zulässig. Das Kostendach wird bestenfalls nach den erfolgten Rückzahlungen in 33 Jahren eingehalten.
- Der Einbezug des Kantons Bern erfolgte sehr kurzfristig und auf Initiative der zuständigen Direktorin, Frau Gonzalez Bassi. Leider fehlen Angaben zu den positiven finanziellen Folgen, welche jedoch für die Volksabstimmung wichtig sind. Immerhin werden CHF 18 Mio., respektive über CHF 22 Mio. durch die Stadt Biel selber finanziert. Ist Ihnen bekannt, dass ab dem Budgetprozess 2024 für das SKS CHF 125'000 mehr zu budgetieren sind? Neu wird dem SKS Miete verrechnet.
- Der Stadtrat hat nicht nur eine Aufstellung der Betriebskosten verlangt sondern auch einen Businessplan mit konkreten und fest zugesicherten Beträgen. Im vorliegenden Bericht fehlen die geforderten Angaben.

Wer mehr Transparenz will, stimmt dem Antrag auf Verschiebung zu. Die Volksabstimmung würde dann um zwei Monate auf November 2022 verschoben. Auf meine Nachfrage hin wurde mir beschieden, dass eine Verzögerung nicht möglich wäre. Dem schweizerischen Alpenclub (SAC) wurden die Räume ab September 2022

versprochen. Hier bin ich der Meinung, dass der SAC nicht so schnell und so günstig zu einem anderen Objekt kommt. Weitere Gründe sind mir bis jetzt nicht bekannt. Ich warte auf die Ausführungen der zuständigen Direktorin.

Widmer Patrick, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Je peux encore comprendre cette demande de renvoi sur le fond mais je pense qu'il faut se poser les bonnes questions. Je remercie la Direction de Madame Gonzalez-Bassi qui a pris le temps de répondre à nos questions, en dernière minutes avant la séance du Conseil de ville de ce soir. Je pense qu'il faut se demander, en premier lieu, quel risque prenons-nous en décidant de reporter cette affaire par rapport au Canton, qui a besoin d'une salle de sport en urgence. De plus et il ne faut pas oublier que notre Ville n'a pas assez d'infrastructures actuellement pour assurer toutes les leçons de sport obligatoires. Pour terminer, le Club des Seelanders ne devraient actuellement plus jouer en championnat car leurs infrastructures ne sont pas conformes. La Ville trouve encore actuellement un arrangement avec la ligue suisse, mais jusqu'à quand? En reportant cette affaire, on met en danger les clubs de inline hockey. Notre groupe est, pour toutes ces raisons, contre cette demande de report.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je précise encore qu'il s'agit d'une demande de report de l'affaire et non d'une demande de renvoi.

Wiederkehr Martin, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO lehnt den Antrag auf Verschiebung ebenfalls ab. Wir warten schon lange auf diese Halle. Der Stadt Biel fehlen Räume in der Innenstadt. Nicht nur der Vereinssport auch Schulkinder benötigen dringend Raum für den Schulsport. Der Zeitpunkt der Diskussion über das Projekt Multisporthalle zusammen mit den hängigen Massnahmen zu «Substance 2030» ist nicht gerade glücklich. Die kurzfristige Gelegenheit muss jetzt jedoch wahrgenommen werden.

Gonzalez Bassi Glenda, directrice de la formation, de la culture et du sport: J'entends, Monsieur Bohnenblust, que vous avez un besoin de transparence. Par contre, je vous demande quand le Conseil municipal a manqué de transparence sur ce dossier ou un autre. De plus, ces derniers jours, il me semble que j'ai passé mon temps à donner des réponses sur le financement et chaque détail de cet objet. Je vous ai aussi donné la possibilité de venir dans mon bureau afin de pouvoir étudier les documents. Je sais, que ce jour-là, vous n'avez pas pu venir mais les documents sont restés à votre disposition. Ce projet est un projet gagnant pour tous les partenaires. Il y a quelques années, un projet de construction de halle simple pour le sport du inline hockey à Bienne avait été présenté au Conseil de ville. Un parlementaire avait dit que ce processus était trop simple et que la Direction responsable ne pouvait pas assurer un tel dossier. Ce même parlementaire a exigé une procédure SIA, avec concours à la clé. Cette manière de procéder a entraîné une hausse des coûts importante du projet. La Commission de gestion a ensuite demandé un plafonnage des coûts à 18 millions de fr. alors que l'offre de construction était déjà au-delà de 20 millions de fr. Le Conseil municipal a dû trouver des solutions pour la réalisation de ce projet de l'époque. L'une d'elle était de procéder à un partenariat pour la réalisation de cette halle. Aujourd'hui, nous avons trois partenaires principaux et aussi le Canton qui vont participer à ce nouveau projet. Je ne pense pas que ce soit un manque de transparence mais juste protéger les transactions qui étaient en cours afin d'aboutir à ce partenariat très intéressant. C'est dans cet esprit que nous souhaitons vous donner toutes les informations nécessaires à la prise de décision sur ce projet. De plus, ce projet actuel

aura un coût net pour la Ville de 17,5 millions de fr., voir moins avec la participation du Canton. Les 33 ans d'amortissements prévus respecte les normes HRM 2 établies pour l'assainissement des finances de la Ville. Je vous remercie de ne pas accepter cette proposition d'amendement et vous prie de suivre la proposition du Conseil municipal.

Bohnenblust Peter, Fraktion FDP: Ich nehme von den Ausführungen der Direktorin Kenntnis. Um das Projekt nicht zu gefährden und nicht unnötig Staub aufzuwirbeln, **ziehe ich meinen Antrag auf Verschiebung zurück.**

L'ordre du jour est approuvé tacitement.

79. Communications du Bureau du Conseil de ville

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Pour l'élaboration du message du point 9 de l'ordre du jour, étant donné qu'il y a opposition à cette affaire, le Groupe Alliance Verte doit fournir des arguments «contre». Une Commission de rédaction devra probablement être mise sur pied. Je remercie les représentants des groupes de donner les noms des personnes les représentant à la Secrétaire parlementaire, à la pause de cette séance.

Décompte de la compétence de la CDG

Klemmer Regula, Ratssekretärin: Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 23. Juni 2022 die Abrechnung des Verpflichtungskredites «Ersatz Mandatsverwaltung des Stadtratsbüros» in eigener Kompetenz einstimmig und mit folgenden Bemerkungen genehmigt:

Die Originalrechnungen wurden bei der Abteilung Informatik und Logistik aufbewahrt und sind nicht mehr auffindbar. Die bezahlten Beträge wurden anhand von Rechnungskopien des Ratssekretariats und den entsprechenden Verträgen nachvollziehbar überprüft. Bei zukünftigen Projekten muss sichergestellt werden, dass die Ablage der gemäss Unterschriftenregelung visierten Originalrechnungen vollständig ist.

80. Approbations des procès-verbaux (15/16 mai 2019, n^{os} 6 et 7)

Les procès-verbaux n^{os} 6 et 7 sont approuvés tacitement.

81. 20210327 Révision partielle du règlement Contrat social (RDCo 1.5.3-3)

Tanner Anna, GPK: Die Spezialfinanzierung «Contrat social», ist zur Abfederung von personalpolitischen Massnahmen vorgesehen. Wir stehen kurz vor der Information über die geplanten Massnahmen zu «Substance 2030». Falls in diesem Zusammenhang Personalmassnahmen beschlossen werden, müssen ausreichend

Mittel zu deren Abfederung vorhanden sein. Die letzte Anpassung des Reglements erfolgte, als es darum ging, die Pensionskasse zu stabilisieren. Damals wurde der Koordinationsabzug reduziert, was eine Erhöhung des beitragspflichtigen Lohnes und der Arbeitgeberbeiträge nach sich zog. Da 2021 ein Ertragsüberschuss erwirtschaftet wurde, kann ein Teil davon in die Spezialfinanzierung eingelegt werden. Auf die Frage der GPK nach der Berechnung des Betrags wurde geantwortet, dass sich der Betrag von CHF 3 Mio. auf Erfahrungswerte stützt. Ausserdem wurde dieser mit den Sozialpartnern abgesprochen, nachdem deren Forderung zuerst CHF 5 Mio. betrug. Auch wenn die geplanten Personalmassnahmen nicht beschlossen werden, ist die vorliegende Zweckbestimmung, beispielsweise für Härtefälle, sinnvoll. Die GPK empfiehlt die Annahme des Entwurfs.

Rüber Stefan, Fraktion Grüne: Wenn ich «Contrat social» höre, denke ich zuerst an einen Genfer Philosophen und seine Theorie über das Gemeinwesen. Hier geht es jedoch nicht um einen Gesellschaftsvertrag, sondern um eine Reglementsanpassung. Diese ist notwendig, damit aus dem Überschuss der Jahresrechnung 2021 CHF 3 Mio. in die Spezialfinanzierung «Contrat social» eingelegt werden können. Wir legen also Geld zur Seite, das für Härtefälle im Falle von Stellenstreichungen benötigt wird. Das Geld soll eingesetzt werden, damit beispielsweise betroffene Angestellte keine oder weniger gravierende Einkommenseinbussen erleiden. Sprechen wir demnach heute über Personalmassnahmen, Stellenstreichungen? Die Fraktion Grüne findet, dass es an bestimmten Stellen in der Stadtverwaltung eher an Personal mangelt. Der Gemeinderat wollte sich zu diesen Fragen natürlich nicht konkret äussern. Die Situation muss eher mit dem «Schleier des Unwissens» von John Rawls beschrieben werden als mit dem Gesellschaftsvertrag von Rousseau: Wir wissen nicht, was konkret mit den Massnahmen zu «Substance 2030» auf uns zukommt.

Wie sollen wir uns angesichts dieser Unwissenheit positionieren? Ist die Allgemeinheit, also die Stadt, ihre BewohnerInnen, die städtischen Angestellten, besser gestellt mit oder ohne Einlage von CHF 3 Mio. in die Spezialfinanzierung «Contrat social»? Natürlich haben wir von der Fraktion Grüne versucht, hinter den Schleier zu spähen. Die Hypothesenwältzerei hat uns schliesslich dazu gebracht, diesem Geschäft zuzustimmen: Personalpolitische Entscheidungen müssen sozialverträglich ausgestaltet sein. Für die Fraktion Grüne ist dieser Entscheid jedoch kein Präjudiz für Personalabbau. Es ist eine Absicherung angesichts einer unsicheren Situation.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Der Stadtrat hat über die Einlage von CHF 3 Mio. in die Spezialfinanzierung «Contrat social» zu entscheiden. Der Fraktion SP/JUSO ist bei diesem Geschäft mulmig. Der Gemeinderat schlägt nicht ohne Grund ein solches Vorgehen vor. Wahrscheinlich plant er im Rahmen von «Substance 2030» personalpolitische Massnahmen. Die Fraktion SP/JUSO will keine Verschlechterung der Arbeitsbedingungen des städtischen Personals. Ein guter Service public ist nur mit guten Arbeitsbedingungen der Stadtverwaltung möglich. Die Steuergeschenke für Konzerne, Unternehmen und Reiche auf Bundes- und Kantonsebene verschlechtern die Bieler Budgetsituation und es ist nicht angebracht, diese auf dem Buckel der städtischen Angestellten auszubaden. Der Stadtrat stimmt heute über ein Geschäft ab ohne über Informationen zu den geplanten Massnahmen von «Substance 2030» zu verfügen. Dieses Vorgehen ist nicht sinnvoll; die Informationen zu den geplanten Massnahmen sollten bereits vorliegen. Eine Verschiebung des Geschäfts ist nicht möglich, da heute ebenfalls die Jahresrechnung 2021 zu genehmigen ist. Die Einlage von Geldern in die Spezialfinanzierung ist vor der Behandlung der Jahresrechnung zu genehmigen. Bleibt also nichts anderes übrig, als dem vorliegenden Geschäft

zuzustimmen. Klar ist, dass das Geld für Mitarbeitende in schwierigen Situationen bestimmt ist. Die Zustimmung der Fraktion SP/JUSO zum vorliegenden Geschäft bedeutet jedoch nicht, dass bei den kommenden Beratungen zu «Substance 2030» personalpolitische Massnahmen einfach so akzeptiert werden, das können Sie sich bereits heute vormerken.

Sutter Andreas, Fraktion FDP: Herr Koller, Sie sind nicht konsequent. Wenn Sie gegen personalpolitische Massnahmen sind, müssen Sie heute den vorliegenden Entwurf ablehnen. Auch die Fraktion FDP hat das Geschäft mit gemischten Gefühlen diskutiert und wird diesem nicht geschlossen zustimmen. Aus der Jahresrechnung 2021 geht hervor, dass sich wahrscheinlich bereits Gelder in der Spezialfinanzierung «Contrat social» in Höhe von CHF 2,4 Mio. befinden. Demnach würde sich der Gesamtbetrag mit den heute beschlossenen CHF 3 Mio. auf CHF 5,4 Mio. belaufen. Stimmt das so? Falls die Finanzierung so wie vom Gemeinderat vorgeschlagen heute abgelehnt würde, müssten gemäss HRM Gelder in einem anderen Topf geäuftnet werden. Ist meine Vermutung richtig?

Suter Daniel, au nom du Groupe PRR: Par la révision de ce règlement qui nous est proposée, il s'agit d'élargir les possibilités d'alimenter et d'utiliser ce financement spécial dans l'objectif de pouvoir intervenir en faveur du personnel potentiellement touché par des mesures de stabilisation financière. Concrètement, 3 millions de fr. devraient y être versés, semble-t-il, en vertu des règles comptables cantonales. Ce montant, une fois attribué reste un fonds propre de la Ville mais il ne pourra être utilisé que pour les objectifs réglementaires. Vu la situation financière actuelle de notre Ville, ce n'est en tout cas pas un avantage alors qu'en appliquant les règles comptables cantonales, l'attribution à d'autres fonds plus généraux serait tout à fait possible. Le geste devient d'autant plus problématique que les mesures de stabilisation financière, pour lesquelles cette réserve est constituée, sont actuellement au stade d'un vœu pieux. Leur mise en œuvre étant tout sauf assurée.

Faut-il encore rappeler les réactions épidermiques de la jeunesse socialiste à l'évocation de la seule notion «d'optimisation des prestations»? Le problème est que ce n'est pas que la jeunesse socialiste mais la gauche dans son ensemble qui fait bloc derrière cette jeunesse, dans toutes les situations. Dans ce contexte, l'essentiel des mesures d'économies discutées au printemps 2015 ont pratiquement été annulées dans les budgets qui s'ensuivirent avec la conséquence que les finances communales continuaient, dès lors, à se dégrader malgré une augmentation des impôts en 2016. De plus, seul 200'000 fr. des 3 millions de fr. mis en réserve pour le personnel ont été utilisés à l'heure actuelle. On peut se demander pourquoi mettre en réserve ce montant dont l'utilité est aléatoire, à première vue. Toutefois, dans l'espoir d'un sursaut commun et dans l'objectif de réussir ensemble à assainir, à moyen et long terme, les finances de notre Ville par ce programme, notre groupe accepte le projet d'arrêté présenté par le Conseil municipal.

Boly Kady, au nom du Groupe PSR: Cette révision a été longuement étudiée par notre groupe, sans pour autant se pencher sur les mesures «Substances 2020-2023» en parallèle. Après réflexions, nous renonçons à donner le report de cette affaire. Nous allons donc suivre le Conseil municipal, tout en restant très attentifs à la suite.

Koller Levin, SP: Herr Sutter, Sie haben das Geschäft studiert. In Art. 3 des Reglements zur Spezialfinanzierung «Contrat social» (SGR 1.5.3-3) ist der Zweck definiert. Einerseits soll die Möglichkeit geboten werden, Mittel zur individuellen

Abfederung von Personalmassnahmen aus Projekten zur Stabilisierung des Finanzhaushalts zu verwenden. Andererseits können aber auch Gelder zur Kompensation von Rentenkürzungen oder zur Weiterbeschäftigung von Angestellten verwendet werden, welche ihre ursprüngliche Leistung nicht mehr erbringen. Die Mittel werden nicht nur für die Massnahmen zu «Substance 2030» verwendet.

Herr Suter, ich habe vorhin für die Fraktion SP/JUSO gesprochen. Ihre Äusserungen betreffend JUSO sind falsch.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Der Gemeinderat kann nachvollziehen, dass der Zeitpunkt für die Behandlung des vorliegenden Geschäfts nicht optimal scheint. Eine derartige Alimentierung ist jedoch zusammen mit der Genehmigung des Jahresabschlusses gesetzlich vorgeschrieben. Falls die Finanzierung nicht genehmigt wird, fällt der vorgesehene Betrag an die finanzpolitische Reserve und kann nur unter sehr eingeschränkten Bestimmungen und nur für zusätzliche Abschreibungen verwendet werden. Damit wären die Gelder dem Zugriff weitgehend entzogen und davon rate ich Ihnen ab. Ich verzichte darauf, mich heute Abend inhaltlich zu «Substance 2030» zu äussern. Aus formeller Sicht und vorausschauend, braucht es ein klares Zeichen um den Finanzhaushalt partnerschaftlich stabilisieren zu können.

Monsieur Suter, je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous. Vous avez parlé la dernière fois de 300 mio. fr pour les revenus du personnel. Ce dernier serait très content d'avoir cela mais malheureusement nous n'avons que 3 mio. fr à disposition.

Ein Ja zum Vorschlag des Gemeinderats erscheint mir vernünftig. Die Frage nach den rund CHF 2,4 Mio., welche sich in der Spezialfinanzierung befinden, wurde gestellt. Dieser Betrag soll nicht für die Abfederung von Rentenkürzungen und zur Stabilisierung der Pensionskasse verwendet werden. Nach den beschlossenen Massnahmen zu NHS (Nachhaltige Haushaltsanierung) wurden die bereitgestellten Mittel umgewidmet. Damals wurde als wichtige personalpolitische Massnahme der Koordinationsabzug gesenkt um die Altersvorsorge zu verbessern. Mit der Entnahme von Mitteln aus der Spezialfinanzierung wird der Arbeitgeberbeitrag finanziert und der städtische Finanzhaushalt entlastet. Die Einlage von CHF 3 Mio. soll ausschliesslich der Abfederung von Massnahmen zu «Substance 2030» im Personalbereich dienen. In der Jahresrechnung sind unter dem Titel «Contrat social» CHF 3 Mio. vorausschauend für Massnahmen zu «Substance 2030» und die verbleibenden CHF 2,4 Mio. für die höheren Arbeitgeberbeiträge reserviert. Der Gemeinderat ist der Meinung, dass die Zustimmung zum vorliegenden Geschäft der richtige Entscheid ist.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 23 mars 2022, vu l'art. 40, al. 1, ch. 4, let. h, du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le Règlement sur le financement spécial relatif à l'assainissement durable des finances communales (NHS 2016+) Coûts de mise en œuvre et de restructuration liés au Contrat social (Règlement Contrat social, RCS; RDCo 1.5.3-3) est modifié comme suit:

Art. 2 – Alimentation du financement spécial, *Alinéa 1, let. d et e (nouveau)*

¹Le financement spécial est alimenté comme suit par des contributions uniques d'un montant total de 3 000 000 francs *issues des financements spéciaux suivants: (modifié; ne concerne que la version française)*

d. versement de 3 millions de francs à la charge des comptes municipaux 2021;

e. moyens à intégrer dans le budget de la Commune municipale de Bienne ou à octroyer au plus tard lors de l'approbation des comptes annuels au moyen d'un crédit supplémentaire relevant de l'organe compétent en matière financière.

Art. 3 – But, *Alinéa 1 let. a (modifié)*

²Les moyens du financement spécial servent:

a. à atténuer des mesures individuelles de politique du personnel découlant de la réalisation et de la mise en œuvre *de projets de stabilisation financière*.

2. Les présentes modifications entrent en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2022.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter ces arrêtés et habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

82. 20220046 Approbation de crédits supplémentaires à la charge des comptes annuels 2021

Torriani Isabelle, au nom de la Commission de gestion: La Commission de gestion remercie le Conseil municipal pour ce rapport. Nous relevons que le montant total des crédits supplémentaires est élevé, avec 12,41 millions de fr. De plus différents postes présentent des dépassements de plus de 100'000 fr. et allant jusqu'à 2.48 millions de fr. pour le financement spécial «Infrastructures» et même 3 millions de fr. pour le financement spécial «Contrat social». Pour le point 1.3, «Urbanisme», nous avons reçu la précision que l'écart entre recettes et versements liés à l'interface entre GAMEDATE et SAP devait être compensé mais qu'il ne s'agit pas d'une dépense supplémentaire. Pour le point 4.2 relatif aux travaux publics, transports et environnement, en réponse à une question nous avons reçu l'information que le crédit additionnel pour l'entretien des bâtiments de la CTS a été utilisé pour des travaux d'assainissement fondamentaux, en particulier pour le Palais des Congrès, dont la nécessité est évidente. Nous relevons encore que ce montant total élevé comprend une grande partie de transferts, de refacturations et d'apports, qui apparaissent à nouveau comme recettes dans d'autres comptes. La CDG vous recommande d'approuver ces crédits supplémentaires.

Zumstein Joël, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen wird dem Entwurf zustimmen. Wir bitten den Gemeinderat, so genau wie möglich zu budgetieren, damit der Stadtrat für seine Beratungen über eine weitgehend transparente Vorlage verfügt. Aufgrund der momentanen Finanzlage ist es um so wichtiger, dass der Stadtrat vollständig Einblick in die Situation hat und das Budget nicht durch fehlende Informationen getrübt wird.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Je remercie Madame Torriani pour ces explications et réflexions au nom de la Commission de gestion. Il est effectivement vrai que le montant global des crédits supplémentaires, cette année, est relativement élevé mais que cela est souvent dû à des restructurations dans les comptes, sans avoir d'influence sur le solde des comptes communaux. Il me semble important de relever cela.

Herr Zumstein, der Gemeinderat gibt nie falsche Informationen und er budgetiert immer so exakt wie möglich. Ein städtischer Haushalt kann nie so genau budgetiert werden, wie Sie sich das offensichtlich vorstellen. Ausserdem haben Sie an den letzten

Budgetverhandlungen im Gegensatz zu den Empfehlungen des Gemeinderats lineare Kürzungen beschlossen. Solche Kürzungen sind nicht immer umsetzbar, weshalb es Nachkredite braucht. Ich danke Ihnen für die Zustimmung zum vorliegenden Entwurf.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 23 mars 2022 et s'appuyant sur l'art. 39, al. 2, let. b du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

Les crédits supplémentaires d'un montant total de **12'410'220 fr.** sont approuvés.

83. 20220046 Comptes annuels 2021

Tanner Anna, GPK: Als Sprecherin der GPK nenne ich an dieser Stelle die wichtigsten Zahlen. Der Bericht ist sehr übersichtlich gestaltet, dafür danke ich der zuständigen Stelle. Die Rechnung 2021 schliesst mit einem Aufwandüberschuss von CHF 0,2 Mio. ab, budgetiert war ein Ertragsüberschuss von CHF 0,92 Mio. was eine Schlechterstellung von CHF 1,12 Mio. ergibt. Diese Abweichung entfällt auf die Sonderrechnungen; der allgemeine Haushalt ist ausgeglichen. Das ausgeglichene Ergebnis der Rechnung 2021 hat einerseits mit der Neubewertung der Liegenschaften im Finanzvermögen zu tun. Andererseits wurde die Neubewertungsreserve gemäss kantonaler Vorschrift linear über fünf Jahre aufgelöst. Ein Teil des erwirtschafteten Geldes fliesst, wie vorhin erläutert, in die Spezialfinanzierung «Contrat social».

Die GPK hat bereits vor einem Jahr auf den tiefen Selbstfinanzierungsgrad hingewiesen. Er liegt zwar mit 68% beziehungsweise 62% etwas höher als letztes Jahr, bleibt aber ungenügend. Im Bericht steht, dass die Corona-Pandemie das Ergebnis stark beeinflusst hat. War das 2021 wirklich so extrem? Viele bauliche Massnahmen wurden bereits 2020 geleistet. Die Ausgaben für Raummieten und Materialkosten waren aber auch 2021 hoch.

Die budgetierten Einnahmen bei den Bussgeldern wurden nicht erreicht. Auch hier werden die Mindereinnahmen bei der Pandemie verortet. Die GPK fragt sich aber schon, ob das Problem wirklich bei der Pandemie liegt.

Die Investitionseinnahmen von Bund und Kanton liegen bei CHF 0,57 Mio. Verglichen mit CHF 3,36 Mio. aus dem Vorjahr, nahm der Betrag 2021 stark ab. Die GPK fragte nach, ob auch wirklich alle Beiträge bei Bund und Kanton abgeholt wurden. Global könne keine Aussage gemacht werden, dies wäre nur in den einzelnen Projekten feststellbar, wurde geantwortet. Die GPK ermahnt an dieser Stelle die Stadtverwaltung, dass die Abholung der Gelder sehr wichtig ist. Schlussendlich bessern die Beiträge das Gesamtergebnis auf.

Der Finanz- und Lastenausgleich wurde vor allem bei EL- und Sozialhilfebezügen zu tief budgetiert. Das hat nicht mit der Anzahl der Beziehenden zu tun, sondern mit der Anpassung der Transfererträge aufgrund neuer kantonaler Vorschriften.

Abschliessend hält die GPK fest, dass der Zahlenteil nicht separat, sondern im Bericht integriert abgebildet werden könnte. Die GPK empfiehlt die Genehmigung des vorliegenden Berichts.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Avant l'intervention de la Commission de gestion, j'aurais dû mentionner que la page 85 de la version papier française du rapport contenait une faute. La page corrigée vous a été remise en version électronique, il y a quelques temps.

Rüber Stefan, Fraktion Grüne: Aus dem Jahresabschluss 2021 können sowohl gute als auch schlechte Nachrichten herausgelesen werden. Positiv ist, dass sich einige Kennzahlen im Vergleich zum Vorjahr in die richtige Richtung bewegt haben und dies bei konstant hohem Investitionsvolumen. Der Cashflow hat sich verbessert, ebenso der Selbstfinanzierungsgrad. Anstelle der budgetierten roten Null, resultiert ein Ertragsüberschuss von CHF 5,5 Mio. Dieser wurde zwar durch Einlagen in Spezialfinanzierungen eliminiert aber das heisst ja im Prinzip, dass Geld für die Zukunft zur Seite gelegt wurde. Nun, ca. 19 Millionen sind ertragsseitig zwar positiv verbucht, dabei handelt es sich aber um das bekannte Phänomen der Neubewertung des Finanzvermögens sowie der Auflösung von Neubewertungsreserven. Es verbleibt ein realistischer Verlust von CHF 14,5 Mio.

Im Bericht wird unter den Stichworten Corona und Auftragseinbussen 2021 wiederholt als ein schlechtes Jahr erwähnt. Die Steuereinnahmen bei den juristischen Personen beliefen sich nur noch auf CHF 16 Mio. Aus den fehlenden Mitteln resultiert denn auch eine Neuverschuldung.

Insgesamt stellen wir fest, dass die Budgetierung eher vorsichtig erfolgt. Bei den natürlichen Personen waren die Einnahmen höher als budgetiert, auch die Abweichungen beim Finanz- und Lastenausgleich des Kantons fielen zu Gunsten der Stadt Biel aus. Eine Ausnahme bilden dabei die schon erwähnten Unternehmenssteuern, die drei Millionen unter den budgetierten 19 Millionen zu liegen kommen. Vor einem Jahr ging der Gemeinderat im Finanzplan 23-25 davon aus, dass sich der Betrag wieder bei 19 Millionen einpendeln wird. Wir sind gespannt darauf, was im kommenden Finanzplan stehen wird.

Wir stellen fest, dass es um den Finanzhaushalt etwas besser bestellt ist als vor einem Jahr, jedoch bei weitem nicht gut. Das Problem stellt sich auf der Einnahmenseite. Hier beobachten wir einen Rückgang bei den juristischen Personen, der auch auf Anpassungen in der Steuergesetzgebung zurückzuführen ist. Wir beobachten auch die ungleiche Einkommensverteilung in der Bevölkerung. Viele Personen zahlen wenig oder keine Steuern, weil sie schlicht und einfach dazu nicht in der Lage sind. Das wirkt sich auf den Finanzhaushalt aus und lässt uns nach 150 Jahren Kapitalismus sprachlos zurück, weil es unsere Gesellschaft auch nach so langer Zeit immer noch nicht auf die Reihe bringt, das Problem zu lösen.

Hinter den Zahlen stehen in den meisten Fällen konkrete Aktivitäten, nämlich Leistungen, welche die Stadt erbringt, teilweise aufgrund übergeordneten Rechts, aber auch, weil wir es so wollen. Diese Zahlen sind auch in diesem Kontext zu beurteilen. An dieser Stelle deshalb ein grosses Dankeschön an alle städtischen Angestellten. Ebenfalls ein grosser Dank geht an die Finanzdirektion und an den stellvertretenden Finanzdirektor für die Aufbereitung der Zahlen in der vorliegenden Form und für die Beantwortung der Fragen.

Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO hat die Jahresrechnung 2021 mit Interesse studiert. Wir können die Ausführungen nachvollziehen und werden dem Beschlussesentwurf zustimmen. Im Zusammenhang

mit dem Projekt «Substance 2030» möchten wir aber folgende Beobachtungen hervorheben:

Kritisch sehen wir die leicht sinkenden Investitionen, die unter den Zielvorgaben lagen. Die Auswirkungen davon schlagen sich in den zusätzlichen Ausgaben für Sofortmassnahmen im Hochbau nieder. Die zu tiefen Investitionen sind nicht ein kluges Ausgabenmanagement, sondern eine tickende Zeitbombe. Mit Sorge nehmen wir zudem zur Kenntnis, dass die Personalausgaben abnehmen, weil die Stadt Mühe bekundet, offene Stellen zu besetzen. Das städtische Personal ist in vielen Bereichen bereits stark unter Druck und unbesetzte Stellen verschärfen die prekäre Lage weiter. Dieser Zustand ist unhaltbar und sollte beim Gemeinderat höchste Priorität geniessen. Wir bedauern zudem, dass die Stadt Biel im Finanzausgleich immer schlechter fährt. Uns ist bewusst, dass die Stadt darauf leider nur wenig Einfluss hat. Es ist die Fortsetzung eines jahrelangen Trends, der zulasten der urbanen Zentren geht und uns zunehmend Sorgen bereitet.

Noch ein Wort zu den Schulden: Es ist nicht die Gesamthöhe, die uns Mühe bereitet, sondern dass mit Schulden laufende Ausgaben gedeckt werden. Schulden sollten in erster Linie für Investitionen aufgenommen werden. Dieses Jahr sieht es fast so aus, als dass die Schulden tatsächlich in das Vermögen fliessen, dies jedoch nur wegen der bekannten einmaligen Neubewertung des Finanzvermögens.

Wegen diesen ausserordentlichen Einflüssen ist das effektive Defizit schwer zu eruieren. Gemäss der Auskunft des Gemeinderates liegt es aber bei rund CHF 20 Mio. Im Hinblick auf «Substance 2030» ergibt sich daraus eine wichtige Erkenntnis: Die angepeilte Budgetverbesserung von CHF 25 Mio. ist aus unserer Sicht zu hoch angesetzt, vor allem wenn bedacht wird, dass die Stadt 2021 immer noch an den Folgen der Covid-Krise leidet. Dieses Defizit ist in erster Linie einem Einnahmenproblem geschuldet. Insbesondere die Steuereinnahmen von juristischen Personen sinken seit einiger Zeit, wobei 2021 noch stärker als angenommen. Dies ist die Folge der Steuergeschenke, die von bürgerlichen Mehrheiten auf kantonaler und nationaler Ebene beschlossen wurden. Die negativen Folgen dieser Politik müssen jetzt einmal mehr die Städte auslöffeln.

Pittet Natasha, au nom du Groupe PRR: J'aimerais remercier l'Administration dans son ensemble et tout particulièrement le Contrôle des finances et le Réviseur de l'excellent travail réalisé pour nous livrer ces comptes. J'estime que, même si nous ne sommes pas des spécialistes en la matière, ils sont compréhensibles pour la plupart d'entre nous. Les comptes sont équilibrés mais nous sommes malgré cela inquiets. En effet, cet équilibre est atteint uniquement par la prise en compte de la valeur des terrains de la Ville, sans que cela ne soit réellement de l'argent liquide. C'est pour cette raison que la Ville a dû emprunter afin de pouvoir réaliser des investissements et payer des salaires. Comme l'a dit un de mes préopinants, le fait d'emprunter pour des dépenses courantes est inquiétant.

Du côté des recettes, il est aussi inquiétant de voir que malgré une hausse de l'économie l'année dernière, les entreprises ont payé moins d'impôts. Effectivement, les changements de lois au niveau fédéral mais aussi au niveau international entraînent une baisse des recettes au niveau des entreprises. De ce fait, il est important que la Ville trouve des solutions avec les gouvernements supérieurs pour pouvoir changer cela. Toutefois, la Ville doit aussi trouver des manières de couper dans certaines dépenses afin de trouver un équilibre.

Un petit détail significatif concernant les homes. Il est précisé que les changements de personnel, dus à la diminution des résidents, sont faits en retard car les contrats sont sous le régime du droit public. Or, la droite aurait voulu éviter cela en privatisant les homes et permettant ainsi des contrats de droits privés pour le personnel. Il aurait été plus simple de se défaire du personnel qui n'a plus assez de travail. La Ville ne peut pas se permettre de payer des gens avec le denier public sans qu'ils aient des tâches à accomplir.

Enfin, les diminutions du budget votées par le Conseil ville ont été partiellement respectées. Je remercie l'Administration d'avoir respecté les diminutions de personnel et salaires et d'avoir fait ces efforts. Nous aimerions souligné que même si pour les biens et services les diminutions n'ont pas totalement été respectées, on constate un niveau moins élevé au budget qu'en 2020. Pour conclure, notre groupe vous demande d'accepter ces comptes malgré qu'il ne soit pas satisfait de la situation de la Ville. Toutefois, ce n'est pas le sujet actuel.

Stocker Julien, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ hat die Jahresrechnung 2021 eingehend studiert und diskutiert. Wir kamen leider ziemlich schnell zum Schluss, dass es nicht gut aussieht für die Stadt Biel. Ich gehe kurz auf einige Sachverhalte ein:

Mit dem Abschluss wird zwar ein ausgeglichenes Ergebnis vorgegaukelt, bei genauer Betrachtung ist jedoch klar, dass dies nur durch die Auflösung der Neubewertungsreserven und die Neubewertung der Liegenschaften zustande kommt. Andernfalls wäre das Ergebnis stark negativ. Fairerweise wird in der Jahresrechnung auf diesen Sachverhalt hingewiesen. Ein Blick in die Geldflussrechnung zeigt unbeschönigt, dass jährlich CHF 40 Mio. für die Investitionen fehlen. Das heisst, dass die Neuverschuldung jährlich um CHF 40 Mio. zunimmt, um die Investitionen stemmen zu können. In den nächsten Jahren laufen zudem verschiedene Darlehen aus und die Zinsen entwickeln sich ungünstig. Wir hätten in der Vergangenheit Schulden abbauen sollen statt uns noch zusätzlich zu verschulden. Für die Fraktion GLP+ sind diese Schuldenberge nicht mit der Generationengerechtigkeit vereinbar. Aufgefallen ist ausserdem die schlechte Budgetierung. 2021 gab es ausserordentlich viele Abweichungen zwischen Budget und Jahresrechnung. Selbstverständlich ist uns die Unsicherheit aufgrund der Corona-Pandemie bewusst. Weshalb aber bei den Abschreibungen eine Differenz von CHF 3,7 Mio. resultiert, erschliesst sich uns nicht. Dazu wünschen wir nähere Auskunft.

Im Grossen und Ganzen zeigt die Jahresrechnung, wie schlecht die Stadt finanziell dasteht. Die Massnahmen zu «Substance 2030» sind dringend notwendig. Mangels Alternative wird die Fraktion GLP+ der Jahresrechnung 2021 zustimmen.

Leuenberger Bernhard, Fraktion FDP: Die Fraktion FDP hat die Jahresrechnung 2021 interessiert zur Kenntnis genommen und wird dieser, wenig enthusiastisch, zustimmen. Es handelt sich eigentlich um ein Déjà-vu. Die Wortmeldungen im Stadtrat sind Jahr für Jahr mehr oder weniger dieselben. Dabei beginnt der Bericht eigentlich positiv: *«Im Rechnungsjahr 2021 schliesst der Gesamthaushalt der Stadt Biel mit einem Aufwandüberschuss von CHF 0.20 Mio. gegenüber einem budgetierten Ertragsüberschuss von CHF 0.92 Mio. ab. Der Allgemeine Haushalt schliesst wie budgetiert mit einem ausgeglichenen Ergebnis ab. Die Sonderrechnungen schliessen ihrerseits mit einem Aufwandüberschuss von CHF 0.20 Mio. ab und liegen damit CHF 1.12 Mio. über dem Budget.»* Der Gemeinderat hält nachfolgend jedoch fest, dass das Ergebnis nur durch Sondereffekte wie die Neubewertung der Liegenschaften im Finanzvermögen sowie die Auflösung der Neubewertungsreserven zustande kam.

Ohne diese Sondereffekte wäre das Ergebnis stark defizitär. Die Ausführungen zum Disparitätenabbau lassen tief blicken. Die Stadt Biel hat 2021 für den Disparitätenabbau einen Zuschuss von CHF 9.38 Mio. erhalten. Dieser Betrag ist CHF 5,43 Mio. höher als budgetiert. Vordergründig kommt dieser Sachverhalt positiv daher, bedeutet jedoch eine kolossale Verschlechterung. Die Finanzkraft der Stadt Biel ist grottenschlecht.

Der Hinweis auf Seite 57 über die verzögerte Auswirkung der reduzierten Personalkosten aufgrund der öffentlich-rechtlichen Anstellung der Pflegekräfte im Altersheim Ried ist anekdotisch. Wären seinerzeit die Altersheime privatisiert worden, wie seitens der Fraktion FDP gefordert, würde sich dieses Problem jetzt höchstwahrscheinlich nicht stellen. Bemerkenswert ist ausserdem die Reduktion der Steuereinnahmen bei den juristischen Personen um rund CHF 3. Mio. Diese Entwicklung liegt der Corona-Pandemie zugrunde und gibt zu denken.

Die Bruttoinvestitionen des Gesamthaushalts liegen bei CHF 44,64 Mio. Gleichzeitig wurden 2021 neue Fremdmittel in der Höhe von CHF 40 Mio. aufgenommen. Das Fremdkapital hat sich um 4% und damit ungefähr um CHF 33 Mio. erhöht. Die Verschuldung steigt unentwegt an und langsam nähern wir uns der Milliardengrenze. Wir sind deshalb sehr gespannt auf die Information über die geplanten Massnahmen zu «Substance 2030».

Mit den buchhalterischen Kunstgriffen im Jahresbericht 2021 wurde wahrscheinlich das Beste aus der Situation gemacht. Der Stadtrat hat sich hierbei selber auch an der Nase zu nehmen, denn er hinterfragt Vorlagen zu Ausgaben jeweils viel zu wenig kritisch. In Zukunft muss vor der Bewilligung für Ausgaben jeweils gefragt werden, ob sie dringend und notwendig sind und allenfalls Sparpotenzial vorhanden wäre. Bei dem Gedanken, dass die Ratslinke die Ausgaben für das Personal erhöhen will, wird mir schlecht. Meine Damen und Herren, es geht nicht darum, das städtische Personal klein zu halten. Im Gegenteil, die Fraktion FDP will gute und fortschrittliche Arbeitsbedingungen, denn die städtischen Angestellten leisten gute Arbeit. Zu überlegen ist jedoch, ob ein weiterer Ausbau wirklich notwendig ist. Die von der Ratslinken angefeindeten Unternehmen im Privatsektor sind wichtig für die Stadt, denn schliesslich tragen deren Steuererträge dazu bei, das städtische Personal zu besolden. Ein gutes Klima für die Privatwirtschaft zu schaffen, ist wichtig. Sie stets zu verteufeln ist hingegen sinnlos. Bref, wenn jetzt nicht mit den Massnahmen zu «Substance 2030» eingegriffen wird, ist die Stadt Biel in ein paar Jahren vom Kanton Bern «gevogetet». Trotz allem wird die Fraktion FDP der Jahresrechnung 2021 mit grossen Bedenken zustimmen.

Moeschler Marie, au nom du Groupe PSR: Nous avons bien pris connaissance du rapport et des comptes annuels 2021. Nous remercions le Conseil municipal et l'Administration pour son travail. La situation financière de la Ville nous semble moins grave que les échos que nous entendons dans la presse puisque les comptes présentés sont meilleurs que le budget prévu. Nous lisons que les indicateurs pour les comptes 2022 sont plutôt au verts. Le chômage est à nouveau bas, l'économie des entreprises redémarre et la Ville compte toujours plus d'habitants, avec de bons contribuables dans le lot. La Ville a aussi réévalué certains droits de superficie. Ce sont que des éléments positifs.

Dans le rapport, on lit à plusieurs reprises que si la Ville peut terminer l'année 2021 avec un résultat équilibré du compte général, c'est essentiellement grâce à la réévaluation du patrimoine immobilier. Même s'il ne s'agit que d'une opération

comptable, ces immeubles appartiennent à la Ville. Il est donc logique de comptabiliser leur valeur de manière réaliste dans les comptes sans le présenter comme une moyennement bonne nouvelle.

La Ville de Bienne est-elle donc réellement autant déficitaire que ce que l'on entend actuellement? Il est vrai que la Ville a une dette importante et que nous devons veiller à dépenser l'argent de manière intelligente. Toutefois, ne soyons pas trop suisses non plus. Nous aimerions savoir comment et à quels taux seront renégociés les intérêts qui grèvent ces dettes et les nouvelles. Nous nous sommes aussi demandé combien d'argent était, à ce jour, sur le compte du financement spécial «Protection du climat». Il est possible que sa lecture nous ait échappée. Dans tous les cas, ESB paie de nouvelles redevances, qui vont directement dans ce compte et nous n'entendons que peu parler de l'utilisation de ce fond dans les objets que nous traitons au Conseil de ville. Dès lors, à quoi sert exactement ce compte, quand est-il utilisé et combien contient-il?

Pour conclure, nous ne pouvons qu'amèrement regretter la réforme fiscale des entreprises qui fait perdre beaucoup d'argent aux communes qui doivent ensuite se serrer la ceinture. Nous lutterons toujours pour stopper ces grignotages et autres accaparement des richesses. Nous approuvons, pour toutes ces raisons, ce rapport.

Zumstein Joël, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Fraktion SVP/Die Eigenossen kommt unabhängig zu einem ähnlichen Fazit wie die Fraktion FDP. Ich greife aus der Jahresrechnung eine Einschätzung und ein Detail auf. Im Bericht unter «das Wichtigste in Kürze» steht: *«Ohne diese Sondereffekte hätte erneut ein stark defizitäres Ergebnis ausgewiesen werden müssen.»* Tendenziell sind die Berichte positiv formuliert. An dieser Stelle wird aber im Gegenteil sehr genau formuliert und das ist dramatisch und beängstigend.

In der Erfolgsrechnung beläuft sich das Ergebnis aus der betrieblichen Tätigkeit auf ein Manko von CHF 28.4 Mio. Dieser Betrag ist CHF 3,2 Mio. weniger hoch als im Vorjahr. Aus den Kernaufgaben der Stadt Biel resultiert demnach jährlich ein massives Defizit und dieses steigt weiter an. Bevor jetzt als Gegenargument, die schwierige Lage aufgrund der Corona-Pandemie vorgebracht wird, weise ich darauf hin, dass bereits vorher ein Defizit erwirtschaftet wurde. Die Stadtverwaltung muss dringend über die Bücher und ihre Aufgaben effizienter lösen. Dies bedeutet nicht, das Personal abgebaut werden muss und sich die Bedingungen für die Beschäftigten verschlechtern. Vielmehr müssen die Prozesse in der Verwaltung überprüft werden.

Ich komme zum Benchmarkvergleich mit anderen Gemeinden. Die Stadt Biel gibt auch hier kein gutes Bild ab. Nirgends werden bessere Werte als der Durchschnitt erreicht. Das Fazit fällt enttäuschend und schlecht aus.

Ich greife noch ein kleines Detail auf. Die Kopie des Berichts der externen Revisionsstelle auf Seite 81 ist kaum lesbar. In einem derart wichtigen Dokument wie einer Jahresrechnung ist dies beschämend.

Heute Abend wurden bereits mehrmals die Steuergeschenke an grosse Unternehmungen und die ach so bösen Konzerne angesprochen. In der Schweiz steigen die Steuererträge jährlich und kontinuierlich an. Warum ist das in der Stadt Biel nicht so? Sollte sie bessere Rahmenbedingungen für Unternehmen schaffen?

Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen ist von der Jahresrechnung enttäuscht und wird sie deshalb symbolisch ablehnen.

Heiniger Peter, PdA: Herr Zumstein, warum hat die Stadt Biel ein Einnahmenproblem? Die gesamte Bieler Uhrenindustrie bezahlt eigentlich viel zu wenig Steuern. Die privatwirtschaftlichen Strukturen lassen steuerlich bevorzugte Holdings zu. Das soll jetzt durch Steuerreinnahmen von anderer Seite oder durch Minderausgaben in der Stadtverwaltung kompensiert werden. Die Massnahmen zu «Substance 2030» weisen vielleicht einen Weg. Wahrscheinlich werden verschiedene Facetten wie steuerliche Massnahmen aber auch Einsparungen einbezogen. Heute ist die Jahresrechnung 2021 zu genehmigen. So schlecht sieht sie nämlich gar nicht aus. Ob es dabei um reale Werte oder buchhalterische Kunstgriffe handelt ist egal, was uns gehört, ist unseres. Ich empfehle die Jahresrechnung 2021 zur Annahme.

Koller Levin, SP: Es wurde erwähnt, dass die Verschuldung ein grosses Problem sei. Reden wir über Schulden. Ja, das Fremdkapital ist mit CHF 850 Mio. hoch. Es besteht jedoch kein Schuldenproblem. Im Gegenteil, die Schulden dürfen und sollen bei künftigen Investitionen, beispielsweise in den städtischen Wohnungsbau, weiter ansteigen. Manchmal habe ich den Eindruck, gewisse Stadtratsmitglieder denken, dass die Schulden schrittweise und mühsam abgestottert und zurückbezahlt werden müssen. Wir und auch die künftigen Generationen werden die Schulden nie abbauen. Sie werden stattdessen nach Ablauf der Frist durch neue Schulden ersetzt. Mit dem aktuellen Geldsystem ist das vernünftig. Lassen Sie mich meine Schlussfolgerung erklären. Ich nehme an, Sie alle haben ein Bankkonto. Auf diesem Konto steht eine Zahl. Was viele nicht wissen, für jeden gesparten Franken auf dem Konto hat jemand anderes irgendwo für einen Franken Schulden gemacht. Der Grund dafür ist einfach: Geld kommt nur durch Schulden in den wirtschaftlichen Kreislauf. Diesen Grundsatz zu verstehen ist enorm wichtig, wenn über Schulden gesprochen wird. Wenn Haushalte und Unternehmen Geld sparen, das heisst, sie mehr Vermögen haben als Schulden, muss jemand anderes Schulden machen.

Wenn der Staat Schulden macht, haben wir alle auf unserem Konto einen positiven Saldo. Dadurch wird ersichtlich, warum Staaten und auch die Stadt Biel ihre Schulden nie zurückzahlen dürfen. Ansonsten würde es auf unseren Bankkonten kein Geld mehr geben mit gravierenden Auswirkungen auf die Wirtschaft. Im aktuellen Geldsystem müssen Staaten Schulden machen. Soll die Wirtschaft wachsen müssen auch deren Schulden ansteigen. Dasselbe gilt für die Stadt Biel. Die Frage ist nicht, Schulden ja oder nein, sondern wie hoch sollen sie für die Staaten sein. Schulden werden für den Staat oder die Stadt dann zum Problem, wenn sie nicht mehr weiter refinanziert werden können. Dies passiert, wenn die Schulden gegenüber den laufenden Erträgen und dem Vermögen sehr hoch sind und über längere Zeit überproportional ansteigen. Von einer solchen Situation sind wir in Biel meilenweit entfernt. Fremdkapital von CHF 850 Mio. steht im allgemeinen Haushalt einem Gesamtvermögen von CHF 1,25 Mia. gegenüber. Allein im Finanzvermögen sind es CHF 725 Mio. woraus sich eine Nettoschuld von CHF 2'300 ergibt. Dieser Wert ist niedrig und stellt überhaupt kein Schuldenproblem dar. Von einem Schuldenproblem zu reden, ist absurd. Die Nettoverschuldung der Stadt Biel ist viermal tiefer als diejenige des Bundes. Der Bund hat in keiner Weise ein Schuldenproblem; im Gegenteil, er sollte mehr Schulden machen. Selbst wenn die Verschuldung der Stadt Biel ansteigt, ist die Situation alles andere als dramatisch.

Briechle Dennis, GLP: Mich erstaunt, wie unkritisch die Linke, oder doch zumindest Herr Koller, die Schulden betrachten. Selbstverständlich sind die Schulden des einen das Vermögen des anderen. Die Banken sitzen auf sehr viel Geld und haben Interesse, dieses gewinnbringend zu verleihen. Von linker Seite werden die Finanzinstitute immer wieder hart kritisiert, teilweise durchaus zu Recht. Nun aber dem zentralen Geschäft

der Banken, dem Geldverleih derart unkritisch gegenüberzustehen, geht für mich nicht auf. Mit jedem Darlehen, welches von einem Finanzintermediär aufgenommen wird, gelangen wir auch in dessen Abhängigkeit. Das funktioniert nur solange Institute bereit sind, der Stadt Biel Geld zu leihen. Zugegeben, in der Schweiz ist dies auch mit einer nicht ganz so gesunden Finanzlage wie jene der Stadt Biel kein Problem. Diese Schuldenstrategie kann aber nicht beliebig aufgebläht werden, denn irgendwann werden die Schuldzinsen zum Problem, weil sie den Löwenanteil des Budgets auffressen. Schliesslich folgt die Kreditunwürdigkeit und damit besteht keine Möglichkeit mehr, neue Kredite aufzunehmen. Schulden sind auch für ein Staatswesen nicht völlig unproblematisch.

Schlup Nina, JUSO: Wenn die Zinsen steigen, nimmt mittelfristig der Finanzaufwand das heisst die Kreditzinsen zu. Dies geschieht aber erst verzögert, weil viele städtische Kredittranchen mittel- bis langfristige Laufzeiten haben. Zudem hat die Stadtverwaltung sich gegen steigende Zinsen mit Zinsderivaten, wie im Geschäftsbericht erwähnt, abgesichert. Der Mehraufwand bei einem Zinsanstieg wird damit begrenzt. Viel wichtiger ist aber, dass bei steigenden Zinsen nicht nur der Finanzaufwand zunimmt, sondern auch der Finanzertrag. Baurechts- und Mieteinnahmen würden ebenso wie Zinseinnahmen ansteigen. Dem Mehraufwand wären also Mehreinnahmen gegenübergestellt. Der Effekt eines Zinsanstiegs wird damit gedämpft. Es gibt keinen Grund, bei einem Zinsanstieg in Panik zu verfallen. Zudem würde bei einer zu starken Anhebung des Zinssatzes durch die Zentralbanken die Weltwirtschaft wie ein Kartenhaus zusammenfallen. Die aktuell vorherrschende Form des globalen Kapitalismus ist abhängig von billigem Geld wie ein Drogensüchtiger. Ich komme zu den Schlussfolgerungen:

1. Wir und auch künftige Generationen werden die Schulden von CHF 850 Mio. nie abstotern. Wir hinterlassen den künftigen Generationen keine Last, wenn wir uns weiter verschulden. Im Gegenteil, wir müssen uns verschulden um künftigen Generationen eine intakte Infrastruktur und ein städtisches Immobilienportfolio mit regelmässigen Einnahmen zu überlassen.
2. Die Stadt ist im Verhältnis zu ihrem Vermögen nicht zu hoch verschuldet. Von einem Schuldenproblem zu reden ist absurd. Investitionen in den städtischen Wohnungsbau sind nahezu unbegrenzt möglich, wenn mit der Verschuldung auch das Finanzvermögen ansteigt.
3. Auch wenn die Zinsen steigen ist der Effekt begrenzt und verkraftbar. Panik ist fehl am Platz.

Wer in Biel ein Schuldenproblem sieht, unterliegt einer Ideologie und hat kein ökonomisches Verständnis.

Wiederkehr Martin, SP: Ich möchte nicht weiter wissenschaftlich ausführen. Schulden der öffentlichen Hand sind zu vergleichen mit privaten Schulden. Vor allem die bürgerliche Politik auf eidgenössischer Ebene wirkt strengeren Schutzmassnahmen für Kleinkreditschuldner entgegen. Die private Verschuldung ist ein Problem. Wenn die Zinsen steigen, nimmt auch meine Verschuldung ab, der Geldbetrag verliert an Wert. Die Stadtratslinke ist nicht der Meinung, dass grenzenlos Schulden gemacht werden soll. Mit Krediten für Konsumgüter wie beispielsweise Autos ist das Geld weg. Investitionen wie beispielsweise in Schulhäuser bringen der Stadt aber etwas. Eine Stadt muss investieren und dazu müssen halt auch Schulden gemacht werden.

Rüber Stefan, Grüne: Ich komme auf die Äusserung vom Sprecher der Fraktion SVP/Die Eidgenossen zurück. Im Finanzertrag sind nicht nur buchhalterische Massnahmen wie die Auflösung von Reserven enthalten, sondern auch tatsächliche Einnahmen. Zu berücksichtigen sind insbesondere die Einnahmen der Liegenschaftsverwaltung von netto rund CHF 12 Mio.

Gurtner-Oesch Sandra, GLP: Ich gehöre auch zu jenen, denen es angesichts der Schulden Anst und bang wird. Der Gemeinderat argumentiert wie die bürgerliche Seite. Lesen Sie was der mehrheitlich rot-grüne Gemeinderat zu den Kennzahlen sagt. Er beurteilt das Ergebnis als schlecht. Wenn Sie mit der Verschuldung so weitermachen wollen, sind Sie im Gemeinderat vielleicht nicht so gut vertreten. Grundlos ist das Massnahmenpaket zu «Substance 2030» nicht.

Augsburger-Brom Dana, parteilos: Die Höhe der städtischen Verschuldung wird seit Jahren vorwurfsvoll als Untergangsszenario dargestellt. Sicherlich ist keine Stadt, Kanton oder Land weltweit ohne Schulden. Tatsächlich gehört die Kreditaufnahme zum internationalen Finanzsystem. Die Banken generieren Geld damit. Das weltweite Bankensystem ist kapitalistisch. Komisch ist, dass die rechte Politik, welche den entfesselten Kapitalismus unterstützt, diesen bei der Stadt kritisiert. Bis jetzt ist der stets androhte Zinsanstieg nicht eingetroffen, dieser wird auch nie mehr so hohe Spitzen erreichen wie in der Vergangenheit. Im aktuellen Finanzsystem werden die Kredite nie zurückbezahlt. Dies würde einen Systemwechsel bedingen gegen den ich nichts einzuwenden hätte.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Heute Abend wird offenbar eine Schuldendebatte geführt. Mit Blick auf die Massnahmen zu «Substance 2030» müssen langfristige, tragfähige Lösungen mit vernünftigen Kompromissen gefunden werden. Bis jetzt habe ich zahlreiche Stellungnahmen gehört, die für sich allein interessant aber nicht lösungsfähig sind. Die Herren Wiederkehr und Rodriguez versuchten die Mitte zu finden und unterscheiden zwischen der Verschuldung für Konsumausgaben gegenüber der Verschuldung für Investitionen. Irgendwo in diesem Bereich ist die Lösung zu finden. Klar ist, dass die Verschuldung für Konsumgüter ein Problem für die Zukunft darstellt. Verschuldung für Investitionen kann notwendig sein, auch um künftige Steuererträge zu generieren. Es ist jedoch immer eine Frage des Masses.

Herr Koller, ich will Ihre Theorie nicht im Detail hinterfragen. Ihre Äusserung, dass jeder Franken auf dem Konto auf einem anderen einen Franken Schulden ergibt, mag grundsätzlich stimmen. Die Idee ist jedoch nicht, dass die Schulden alle am gleichen Ort sind. Möglicherweise geht dann Ihre Theorie nicht mehr auf. Ich warne davor, Entwicklungen wie die Teuerung zu unterschätzen. Die momentane Teuerung hat wohl niemand so erwartet.

Frau Augsburger-Brom, dass die Zinsen nie mehr so hoch steigen wie in den 70er und 80er-Jahren, ist leider nicht gesichert. Bei einer Inflation müssen zur Sicherung der Kaufkraft die Löhne steigen und ebenfalls das Zinsniveau.

Mögliche Erträge wie von Frau Schlup dargestellt, nehmen langfristig bis zu einem gewissen Grad zu. Zeitverzögert werden auch die Steuereinnahmen steigen. Das Problem stellt sich dann, wenn ein immer grösserer Anteil der laufenden Rechnung für Schuldzinsen aufgebracht werden muss. Schulden eines Gemeinwesens sind nicht per se des Teufels. Auch ein Gemeinwesen muss jedoch aufpassen, dass die Schuldzinsen unter Beibehaltung seiner Handlungsfreiheit jederzeit bezahlbar bleiben. Die Fremdkapitalien werden zwar nur alle paar Jahre erneuert aber das Risiko eines

sprunghaften Zinsanstiegs besteht. An diese Herausforderung ist mit Vorsicht und dem notwendigen Respekt heranzugehen. Der Gemeinderat vertritt keine absurde Thesen. Er verfällt auch nicht in Panik. Er verfolgt eine sachliche Herangehensweise, ohne die Entwicklung und Attraktivität der Stadt unnötig zu gefährden.

Das operative Defizit liegt bei rund CHF 20 Mio. Diese Ausgangslage muss genau beobachtet werden. Mehrmals wurde der positive Selbstfinanzierungsgrad erwähnt. Dieser ist zwar positiv aber nicht genügend. Bei einem Abgleiten in das Negative muss auch der Konsum mit Verschuldung finanziert werden. Die Kernaussage der Jahresrechnung 2021 ist die Notwendigkeit der Massnahmen zu «Substance 2030». Dies weil das Ergebnis der schwarzen Null weitgehend auf Sondereffekte zurückzuführen ist. Bei einer Teuerung von 3% beläuft sich der Lohnanstieg und der Anstieg des Zinsniveaus locker auf CHF 5 Mio.

Die Äusserung der GPK-Sprecherin über die Abholung von Drittmitteln habe ich nicht verstanden. Diese Aussage ist ein Misstrauensvotum gegen den Gemeinderat und die Stadtverwaltung. Der Gemeinderat geht davon aus, dass wo immer möglich, Drittmittel eingefordert werden. Sollte einmal ein Fehler passieren, weisen Sie uns doch darauf hin. Einen Generalverdacht zu äussern, finde ich schade. Sie regten an, den Bericht und den Zahlenteil zusammenzuführen. Dies wäre ein integrierter Aufgaben- und Finanzplan und eigentlich New Public Management und dies möchten Sie wohl eher nicht. Der Aufwand für die Verknüpfung wäre für die Stadtverwaltung enorm und mit den begrenzten Ressourcen nicht realisierbar.

Herr Rüber, ich teile Ihre Analyse zur Jahresrechnung weitestgehend. Das Ergebnis 2021 verschaffte uns ein wenig Luft. Die Steuererträge der natürlichen Personen haben sich erfreulich entwickelt. Im Rahmen von NHS wurden Mehreinnahmen von CHF 10 Mio. bis 2025 als Ziel erklärt. Dieses Ziel haben wir mit kontinuierlichen Investitionen, trotz schwieriger Ausgangslage bereits vorzeitig erreicht. Die rückläufige Entwicklung der Steuererträge der juristischen Personen gefällt dem Gemeinderat auch nicht. Einerseits führten Gesetzesrevisionen zu starken Entlastungen andererseits wurde diese Entwicklung auch durch internationale Tendenzen beeinflusst. Der Gemeinderat ist der Meinung, dass die Unternehmen einen angemessenen Anteil des Steueraufkommens erbringen sollen, was auch zur Frage der gefühlten und realen Gerechtigkeit zwischen den natürlichen und juristischen Personen führt. Vor diesem Hintergrund ein generelles Wirtschaftsbashing vom Zaun zu reissen, finde ich jedoch nicht gut. Viele KMUs schaffen Arbeitsplätze und liefern ihren Anteil ab. Die Stadt Biel als Industriestandort braucht solche Firmen, die Arbeitsplätze schaffen. Über den angemessenen Anteil lässt sich diskutieren. Ich warne jedoch davor, auch im Interesse der Arbeitnehmenden, generell Wirtschaftsbashing zu betreiben. Für die Standortentwicklung wird damit eine schlechte Stimmung geschaffen.

Frau Pittet hat freundlicherweise erwähnt, dass die Vorgaben des Stadtrats beim Personal zu 100% und beim Sachaufwand teilweise erfüllt wurden. Der Gemeinderat versucht immer sparsam mit den Mitteln umzugehen auch ohne willkürlichen Auftrag einer bürgerlichen Zufallsmehrheit des Parlaments.

Herr Leuenberger, der Gemeinderat wendet keine Kunstgriffe an. Er befolgt die kantonalen Vorgaben. Ich bin mit den Neubewertungsregeln auch nicht glücklich. Das Bild zeigt sich positiv ohne mit entsprechenden flüssigen Mitteln unterlegt zu sein. Erwähnt wurde ausserdem, dass der höhere Beitrag an den Disparitätenabbau schlecht ist. Diese Einordnung ist relativ, kann es doch sein, dass sich andere Gemeinden stärker verbessert haben als die Stadt Biel. Es zeigt aber vor allem, dass

die soziodemografischen Lasten ungleich über den Kanton verteilt sind. Ich kritisiere die Kantonsverwaltung hin und wieder, das Finanz- und Lastenausgleichssystem jedoch ist nicht schlecht. Damit werden Verschiebungen, wie sie in anderen Kantonen vorkommen, verhindert.

Madame Moeschler, vous avez posé des questions concernant le compte de financement spécial «Protection du climat». Ce sujet serait au fond un sujet pour la discussion concernant la Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement (TEE). Ce n'est pas une question d'ordre général mais je peux vous donner deux réponses. Il y avait 1'378'000 fr. dans ce financement spécial, à la fin de l'année dernière, et vous dites que l'on ne voit pas beaucoup de projets. Les dépenses par cas sont souvent de la compétence du Conseil municipal et il informe chaque semaine des décisions prises. Si vous voulez en savoir davantage, il y a le rapport de gestion et la TEE est volontiers à votre disposition pour vous donner de plus amples informations.

Zum Schluss lassen Sie mich Folgendes anmerken: Herr Zumstein, Ihre symbolische Ablehnung bringt nichts.

Interruption de la séance: 20h05 - 21h05

Mairie

La parole n'est pas demandée.

Direction des finances

La parole n'est pas demandée.

Direction de l'action sociale et de la sécurité

La parole n'est pas demandée.

Direction de la formation, de la culture et du sport

La parole n'est pas demandée.

Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement

Suter Daniel, au nom de la Commission de gestion: En comparant les comptes 2021 avec le budget et les comptes 2020, le regard sur l'année précédente nous semble plus pertinent. Il s'agit de se prononcer sur l'évolution réelle des finances biennoises. Dans le cas de la Direction des transports, de l'énergie et de l'environnement, cette comparaison nous révèle une augmentation globale des coûts de fonctionnement de plus de 2,2 millions de fr. C'est 38% de plus par rapport à l'année 2020. Cela correspond à une augmentation des charges d'exploitation de 3,5 millions de fr. dont 1,7 million de fr. pour les amortissements et le reste à parts égales pour les Biens et services et les Imputations internes. On constate toutefois que les charges du personnel ont diminué d'environ 400'000 fr. ou 2% d'une année à l'autre. C'est une

diminution de 1,55 million de fr. ou 9% par rapport au budget. Si le budget avait été respecté, la péjoration du résultat global aurait été de 3,75 millions de fr. ou de 65% par rapport à 2020. Selon le rapport, cet écart des charges du personnel par rapport au budget serait dû à des postes restés vacants. Après vérification, la Direction TEE confirme ce motif qui est combiné à des mises en retraite et des remplacements différés par de plus jeunes collaborateurs, ce qui amène à cette amélioration de 1,5 million de fr. Ceci semble être beaucoup. L'augmentation des charges pour les Biens et services de 870'000 fr. par rapport à 2020 et 1,18 million par rapport au budget est motivée par divers imprévus. Il s'agirait de réparations urgentes notamment au Palais des Congrès, y compris l'assainissement du béton pour lequel il me semblait pourtant qu'un crédit d'engagement spécial avait été octroyé. Une autre cause du surplus de charges sont les nouveaux centres de coûts «Flotte» et «Atelier» pour lesquels vous venez d'accorder un crédit supplémentaire de 853'000 fr. avec toutefois pour corollaire une hausse équivalente des revenus. En fin de compte, les résultats de ces deux nouveaux centres contribuent à améliorer le résultat global de la Direction TEE de 191'000 fr. Dès cette année, ces centres de coûts remplacent entièrement le centre de coûts «Garage central», qui disparaîtra dorénavant des comptes.

Le revenu d'exploitation augmente de 1.62 million de fr. par rapport à 2020 et de 2,33 millions de fr. ou 11% par rapport au budget. Ce dernier s'avère donc clairement trop pessimiste. Cette augmentation est essentiellement due aux revenus régaliens, les taxes et les imputations internes. Ces dernières sont en relation avec les nouveaux centres de coûts. En fait également partie la nouvelle taxe sur le gaz non renouvelable de 595'000 fr., qui passe directement au financement spécial «Climat» par les charges extraordinaires.

En parcourant les résultats des différents centres de coûts, on constate que le nouveau Service de l'environnement contribue par un montant limité à 390'000 fr. au coût total de la Direction TEE. L'importante charge que constitue le Service de l'entretien des routes et les augmentations d'année en année sont pour beaucoup dues aux amortissements qui sont comptabilisés à cet endroit depuis HRM2, en déchargeant d'autant le compte des finances. Enfin, curieuse configuration au centre 569 «Ensevelissements» avec un résultat négatif en 2020 de 87'000 fr., en 2021 de 22'000 fr., mais un budget 2021 négatif de 431'000fr. Cet important écart du budget 2021 par rapport aux résultats reste inexpliqué.

En conclusion, il reste le constat d'une importante augmentation du coût de fonctionnement de la Direction TEE en 2021 par rapport à 2020, qui n'est que très partiellement explicable par la prise en compte de l'amortissement. Il n'y a pas d'autres raisons clairement identifiables. Ceci est inquiétant car cette évolution restera donc sur cette même lancée pour les années à venir.

Pour en venir aux comptes spéciaux, les résultats inhérents à la Direction TEE sont satisfaisants. Dans le cas des eaux usées, grâce à une légère diminution des charges par rapport à 2020 et une diminution du budget 2021, suite à des postes vacants et au renoncement à des achats, ce service continue à bien fonctionner et à renouveler le réseau des canalisations. Enfin, si vous trouvez une contradiction, à la page 51 du rapport, entre l'explication concernant le groupe de matière 35 selon laquelle, je cite: *«Les recettes provenant des taxes de raccordement ont été plus élevées que prévues durant l'exercice 2021»* et celle du groupe de matière 42 qui nous dit: *«En 2021, l'activité de construction n'a pas été aussi importante que les années précédentes, ce qui a conduit à une baisse de 490'000 fr. des émoluments de raccordement»*, vous vous trompez! J'ai reçu la réponse de la Direction TEE qui affirme le contraire, réponse

dont la compréhension demande toutefois encore à être approfondie. J'ai été chargé par la Commission de gestion d'étudier les comptes de cette direction au plus près. Je l'ai fait au plus près de ma conscience et je remercie sincèrement la Direction TEE de son aimable collaboration.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: La Conseillère municipale responsable ne souhaite pas prendre la parole.

Comptes spéciaux

Cadetg Leonhard, Fraktion FDP: Ich werfe den Blick auf die Betagtenheime als Teil der Sonderrechnung. Wir wissen über die strukturellen und betrieblichen Probleme der Heime Bescheid. Ich äussere mich jetzt aber zu den Zahlen. 2019 resultierte ein Verlust von CHF 1,75 Mio. Das Eigenkapital betrug damals CHF 4,5 Mio. 2020 weist die Rechnung einen Verlust von CHF 1,12 Mio. auf. Als Grund dafür wurde die Corona-Pandemie genannt. Das mag so sein, andere vergleichbare Institutionen wiesen aber für die gleiche Periode einen Erfolg aus. Das Eigenkapital betrug 2020 noch CHF 3,4 Mio. 2021 beläuft sich der Verlust auf CHF 1,07 Mio. Als Grund dafür wird immer noch Corona genannt. Der wahre Grund jedoch liegt in der ungenügenden Steuerung bedingt durch die ungenügende Strukturreform. Der pandemiebedingte Lockdown wurde 2021 aufgehoben. Vergleichbare Institutionen zeigen im gleichen Zeitraum einen Erfolg. Ich möchte Ihre Aufmerksamkeit auf die Abweichung im Transferertrag lenken. Der Verlust wäre ohne den Kantonsbeitrag von CHF 633'000 um rund CHF 0,6 Mio. höher. Die Ausgleichszahlungen wurden übrigens nicht periodengerecht verbucht. Eigentlich betrafen sie das Jahr 2020 und nicht 2021, konnten aber, da die Beitragshöhe nicht bekannt war, nicht transitorisch verbucht werden. Solche Ausgleichszahlungen erhielten die vergleichbaren Institutionen nicht. Aus diesen Sachverhalten lassen sich folgende Schlüsse ziehen:

- Es ist falsch, dass die Stadtverwaltung Betagtenheime betreibt. Andere können dies bei nachweislich höherer Zufriedenheit aller Beteiligten und gleichen Leistungen finanziell besser.
- 2023 wird das Eigenkapital der Betagtenheime aufgebraucht sein.
- Das grosse Loch ist bekannt und wir wissen, wie es zu flicken ist.

Gonzalez Bassi Glenda, directrice de la formation, de la culture et du sport: Je vous remercie de votre analyse pointue et précise de ces chiffres. J'aimerais apporter quelques précision concernant la réalité de l'exercice. Effectivement, il est de coutume de penser que quand une affaire va mal, c'est la faute du service public et que dans le secteur privé il serait possible de la rentabiliser. C'est tout à fait vrai, car les règles du jeu ne sont pas les mêmes. Dans notre cas, une décision politique a été prise afin de ne pas privatiser les homes malgré le risque que cela comprend. Les mesures accordées durant le Covid à des entreprises privées n'ont pas été au bénéfice des homes, Monsieur Cadetg. L'exploitation des homes durant ces années de crises s'est faite sans avoir recours à ces aides car ils appartiennent à une entreprise publique.

Il est vrai que la volonté est d'avoir un service public qui permet de prendre en charge les personnes qui n'ont pas l'argent nécessaire pour un placement en home. Aucun home privé du secteur de Bienne ne prendra ce risque alors que nous le prenons. De notre avis, ces personnes ont le droit d'entrer dans un home. En 2021, nous avons aussi du fermer les quatre restaurants des quatre homes municipaux sans avoir de compensations complémentaires de la Confédération, comme les établissements

privés. Ces restaurants sont une part nécessaire du chiffre d'affaire des homes municipaux. Nous avons aussi un centre de jour à l'EMS Esplanade qui a dû rester fermé tout au long de la pandémie, sans aucune compensation. C'est une perte sèche car le personnel a continué à recevoir son salaire complet durant toute la fermeture. Le travail au sein d'un home est dur physiquement et psychologiquement et le salaire n'est pas élevé. Ces gens travaillent énormément et pendant la crise, le personnel des homes n'a jamais cessé de travailler. Le home office n'existe pas pour ces professions. Ces personnes ont été doublement exposées à la maladie. Nous avons donc dû gérer des remplacements en nombre. Je vous remercie d'avoir pris le temps d'entendre ce qu'est la réalité des homes municipaux à Bienne.

Cadetg Leonhard, Fraktion FDP: Die soeben gehörten Aussagen sind über weite Strecken falsch. Richtig ist, dass es eine politische Entscheidung ist und auf diesen werden wir zurückkommen!

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 23 mars 2022 et s'appuyant sur l'art 40, al. 1, ch. 4, let. b du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Il approuve les comptes annuels 2021.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

84. 20220128 Réaménagement du Quai du Bas / Crédit d'étude

Suter Daniel, au nom de la Commission de gestion: Manifestement, l'art. 41, al. 1, ch. 1, let. a n'est peut-être pas le bon article à appliquer à cet endroit. Toutefois, il est sûr que le Conseil de ville est compétent en la matière. L'idée de réaménager le Quai du Bas entre la place Centrale et la rue de l'Hôpital est partie des «Îlots d'été» installés par le Conseil municipal à cet endroit en 2019 et des retours de la population. Ensuite, la phase de conception du projet impliquant des experts et un groupe de pilotage composé de riverains et de représentants de différentes associations a commencé. Cela a abouti à l'organisation, en 2020 et 2021, d'un concours d'architecture paysagère par mandat d'études parallèles à deux degrés. Des cinq équipes participantes, le collège d'experts en a choisi trois afin qu'elles approfondissent et concrétisent leurs idées. Le projet d'un bureau d'architectes-paysagistes proposant le meilleur rapport coûts-bénéfices a finalement été choisi. En fonction des besoins spécifiques du projet, d'autres bureaux d'experts, notamment un bureau d'ingénieurs, seront associés au bureau lauréat du concours ainsi qu'un bureau spécialisé pour accompagner les démarches participatives envisagées. Un soutien qualifié externe s'ajoutera afin que le projet soit correctement présenté et expliqué à la population et que toutes les personnes puissent en saisir les enjeux et les chances. La conduite de ces études, qui fait l'objet de la demande de crédit, comprend l'avant-projet, la demande de permis de construire, la planification du projet de l'ouvrage, l'établissement de la demande de crédit de réalisation ainsi que la rédaction d'une ligne directrice pour la valorisation de l'ensemble des quais.

À ce stade, le résultat de la procédure menée depuis 2020 ne constitue donc qu'un avant-projet qui demande à être concrétisé en projet d'exécution. Ce dernier comportera un volet d'aménagement des surfaces et un autre de régime de circulation. Au titre de «ville éponge», il s'agira notamment de perméabiliser les sols et de contribuer à la biodiversité en complétant les allées existantes avec des plantations à hauteurs variables. Concernant la circulation, une gestion optimale des mobilités tenant compte des attentes des différents modes de transport est envisagée, tout en différenciant les régimes de circulation entre les rives droites et gauches et en supprimant un certain nombre de places de parc. Tous ces enjeux pouvant faire l'objet d'amendements au cours des procédures envisagées, il n'en reste pas moins que les options de base semblent être prises par l'avant-projet. Le crédit demandé comporte celui déjà approuvé et dépensé de 248'000 fr. et tient compte des honoraires des bureaux d'architectes-paysagistes, d'ingénieurs et d'autres experts impliqués, mais sans les prestations internes de l'Administration communale. Le réaménagement du Quai du Bas est inscrit au projet d'agglomération de 4^e génération et pourrait bénéficier de subventions fédérales et cantonales de l'ordre de 50%, si le projet est réalisé entre 2024 et 2028. Les coûts de réalisation du projet ne sont pas mentionnés dans le rapport adressé au Conseil de ville, mais selon la réponse du Conseil municipal à la prise de position du Contrôle des finances, un maximum de 7 millions de fr. aurait été annoncé au projet d'agglomération. Pour le Conseil municipal, l'état de vétusté (tassement des trottoirs et inadéquation aux besoins des usagers à mobilité réduite) demande une intervention urgente, sous peine de responsabilité en cas d'accidents.

Si la Commission de gestion a unanimement salué le principe de l'assainissement et du réaménagement du tronçon visé au Quai du Bas, la procédure pour y arriver a néanmoins été discutée de manière controversée. D'une part, on considère que l'importance du lieu, par sa centralité et sa situation au bord de l'eau, mérite une planification plus poussée qu'ailleurs en Ville et que les procédures participatives envisagées augmenteraient les chances que le projet soit accepté en votation populaire. Ceci constituerait au final un gain de temps et d'argent. D'autre part, l'engagement de 1,2 million de fr. pour la seule planification est jugée incompatible avec la situation financière de la Ville de Bienne. La planification des investissements prévoit également à cet égard un montant total de 4,75 millions de fr., non seulement pour la planification, mais aussi pour le réaménagement et l'assainissement du Quai du Bas entre la place Centrale et la rue du Viaduc, soit le double de la longueur du tronçon envisagé en l'occurrence.

Le Conseil municipal serait invité à présenter au Conseil de ville, sans autres complications, un projet concret et chiffré avec les ressources dont il dispose, comme cela a été récemment le cas avec un crédit de 902'000 frs., approuvé le 20 janvier dernier, pour l'aménagement de la rue Marcelin-Chipot, là aussi avec des sols perméabilisés, des plantations de végétation et un mobilier adapté. Tout en constatant que, hormis les problèmes financiers, aucune objection purement formelle ne s'oppose au projet d'arrêté, la Commission de gestion renonce à donner une recommandation de vote et s'en remet à la décision du Conseil de ville.

Scheuss Urs, Fraktion Grüne: Der GPK-Sprecher hat den durchgeführten Projektwettbewerb erwähnt. Ich war als Mitglied des VCS in der Fachbegleitgruppe des Wettbewerbs beteiligt. Für mich war von Anfang an das Siegerprojekt «Canal éponge» der Favorit. Es freut mich, dass diese Idee nun weiterverfolgt und realisiert werden soll. Ich gratuliere an dieser Stelle dem siegreichen Team des Genfer Landschaftsarchitekturbüros apaar.

Warum ist das Projekt so gut? Die Idee des «Canal éponge» verbindet drei Prinzipien, welche zudem Lösungen bei der Herausforderung zur Gestaltung des öffentlichen Raums bieten. Es geht um den Verkehr, das Zusammenleben im öffentlichen Raum und die Klimaerhitzung. In den letzten Tagen haben wir erlebt, dass es im Sommer in den Städten um mehrere Grad heisser wird als in den umliegenden ländlichen Gebieten. Die vielen versiegelten Flächen absorbieren die Sonnenstrahlen und heizen die Umgebung auf, was den sogenannten Hitzeinseleffekt ergibt. Hitze ist nicht nur unangenehm, sie ist auch ungesund besonders für ältere Menschen; vor allem Frauen sind davon stärker betroffen. Nicht alle können es sich leisten, während der heissen Zeit in kühlere Gegenden zu fahren. Von den Tieren und Pflanzen, welche ebenfalls unter der Hitze leiden, habe ich noch gar nicht gesprochen. Mehr Grünflächen, Beschattung und intelligenter Umgang mit Wasser können Linderung bringen. Genau das schlägt das Konzept «Canal éponge» mit der Idee der Schwammstadt vor. Durchlässige Böden speichern Wasser und helfen, den zusätzlichen Bewässerungsbedarf für Bäume und Grünflächen zu decken. Dabei wird auch die Umgebung etwas abgekühlt. Ausserdem wird das Risiko von Überschwemmungen bei starken Niederschlägen, ebenfalls eine Folge des Klimawandels, vermindert. Ein weiteres Ziel des Projekts ist die Aufwertung des öffentlichen Raums.

Die Sommerinseln am Unteren Quai waren ein voller Erfolg und wurden mit dem «Flâneur d'Or» des Fachverbands Fussverkehr Schweiz ausgezeichnet. Das vorliegende Projekt knüpft daran an und will attraktive Aufenthaltsräume schaffen. Soziale Aufenthaltsorte gibt es in den Städten viel zu wenig. Nicht selten ist der öffentliche Raum dafür unbrauchbar oder mit Konsumieren verbunden. Viel öffentlicher Raum geht ausserdem an den Verkehr verloren. Die Städte wurden in den letzten Jahrzehnten für das Auto gebaut. Die Stadt wurde als riesiges Einkaufs- und Konsumzentrum gestaltet. In einer solchen Stadt leben viele Menschen nicht gern. Sie ziehen in die Agglomeration und fahren dann mit dem Auto in die Stadt. Diesen Teufelskreis versucht das Projekt «Canal éponge» zu durchbrechen, indem der sanften, platzsparenden Mobilität mehr Raum gegeben wird. Das Projekt möchte eine begehbare Stadt schaffen und stellt die FussgängerInnen ins Zentrum. Leider wird das Projekt in der Volksabstimmung keine Chance haben. Die Umsetzung der Idee als Beispiel und Vorbild, auch für andere Städte, ist jedoch ausserordentlich wichtig. Die Fraktion Grüne stellt deshalb **einen Antrag für die weitere Planung mit dem Ziel, ein mehrheitsfähiges Projekt zu ermöglichen**. Ich gehe später detailliert auf den Antrag ein.

Wending Cécile, Fraktion FDP: Im Rahmen der innerhalb der Fraktion FDP kontrovers geführten Debatte konnten wir uns schliesslich darauf einigen, dass aus städtebaulicher Sicht der Untere Quai die wichtigste Achse der Stadt bildet. Er ist nicht nur Durchgangs- sondern auch Lebensort und soll zum Verweilen genutzt werden können. Der Ort ist nicht nur wichtig für die EinwohnerInnen sondern auch für Leute, die in der Stadt arbeiten. Die Innenstadtattraktivierung ist der Fraktion FDP seit jeher ein zentrales Anliegen. Was steht dem vorliegenden Projektierungskredit entgegen? Wir wissen alle, wie katastrophal schlecht es um die Bieler Stadtfinanzen bestellt ist. Uns wäre ein konkretes Gestaltungsprojekt lieber. Aufgrund der verschiedenen Nutzungsansprüche wird dieses jedoch komplex. Die Fraktion FDP unterstützt den vorliegenden Projektierungskredit. Der Änderungsantrag von den linken Parteien und der GLP steht im Widerspruch zur Mobilitätsstrategie. Gestützt auf diese werden Sachpläne erarbeitet. Mittels Antrag jetzt einzugreifen, ist nicht angebracht. Offen bleibt ausserdem, ob die Bevölkerung eine derart einseitige Offensive akzeptieren würde.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Der Gemeinderat möchte die Sanierung des Schüssquais angehen. Die Fraktion SP/JUSO begrüsst diesen Schritt. Der Schüssquai ist städtebaulich, für den Aufenthalt der Bevölkerung sowie für den Langsamverkehr eine äusserst interessante Achse. Das vorliegende Projekt hat aus Sicht der Fraktion SP/JUSO zwei Stärken aber auch eine grosse Schwäche, welche eine grössere Überarbeitung erfordert.

Ich beginne mit den Stärken: Der Gemeinderat möchte den öffentlichen Raum entlang der Schüss beleben und teilweise der Bevölkerung zurückgeben. Die Sommerinsel auf der Karl-Neuhaus-Brücke beispielsweise hat gezeigt, dass die Bevölkerung den öffentlichen Raum bei entsprechender Infrastruktur rege zum Verweilen nutzt. Der Gemeinderat unternimmt nun mit dem vorliegenden Projekt den nächsten logischen Schritt. Das Projekt hat bezüglich Anpassung an den Klimawandel Vorbildcharakter. Durch die Klimaerwärmung wird es in den Städten immer heisser und im Sommer ungemütlich. Die Stadtbehörden können dieser Entwicklung mit der entsprechenden öffentlichen Infrastruktur entgegenwirken. Wichtig ist, dass an Hitzetagen möglichst viel Wasser verdampfen kann. Dadurch entweicht die Energie der Hitze in Form von Wasserdampf und die Umgebungstemperatur kühlt sich ab. Das Konzept der Schwammstadt sieht diesen Effekt vor. Das Wasser versickert und wird im schwammartigen Boden gespeichert. Das sich im Boden befindliche Wasser verdampft dann an Hitzetagen. Auch die vorgesehenen Bäume haben einen kühlenden Effekt weil sie zusätzlich zum Schattenspenden dem Boden Wasser entziehen und es über die Baumkrone ebenfalls verdampfen lassen. Die dem Klima angepasste Bauweise ist die zweite Stärke des vorliegenden Projekts.

Allerdings weist das Projekt eine grosse Schwäche auf, wodurch es trotz seiner Stärken wahrscheinlich nicht mehrheitsfähig ist. Aus verkehrlicher Sicht ist der aktuelle Plan unbefriedigend. Die Gesamtmobilitätsstrategie 2018-2040 der Stadt Biel sieht das Velo als eigenständigen Verkehrsträger vor. Sie beruht auf einem klar definierten Velonetz mit einer Ost-West-Hauptachse. Deren Rückgrat verläuft mehrheitlich der Schüss entlang und wird durch Querachsen ergänzt und erschlossen. Diese Vorgabe steht so im Sachplan Velo, welchen der Gemeinderat in die Vernehmlassung geschickt hat. Der Untere Quai ist Teil der wichtigsten Bieler Veloachse. Der aktuelle Plan ist diesbezüglich aber eine grosse Enttäuschung. Anscheinend wurde der Veloverkehr vergessen. Zumindest hat er nicht den Stellenwert eines Rückgrats für die gesamte Stadt erhalten. Die Pläne sehen einen regelrechten Hindernislauf für Velofahrende vor: Slalomfahren inmitten von Gebüsch, Autos und spielenden Kindern, ordentliches Durchschütteln aufgrund von Holperstreifen aus Pflastersteinen alle 50 Meter, ausweichen von seitlich geparkten Autos, deren Autotüren sich jederzeit öffnen können. Für einen abenteuerlichen Hindernislauf mögen die Pläne gut sein, für das Rückgrat einer Veloverbindung durch die Stadt sind sie nicht sehr tauglich. Besonders unbegreiflich ist, dass der Gemeinderat erneut den Veloverkehr mit FussgängerInnen und Autos mischen will. Mischverkehr macht die Situation für FussgängerInnen und Velofahrende gefährlich. Während andere Städte dies einsehen und ihre bestehenden Mischverkehr-Flächen mit teuren Projekten entflechten, möchte Biel Millionen für eine Mischverkehrsinfrastruktur ausgeben. Herr Scheuss hat bereits erwähnt, dass ein überparteilicher Änderungsantrag eingereicht wurde. Er wird diesen detailliert erläutern.

Briechele Dennis, Fraktion GLP+: Ich lege meine Interessenbindung offen: Ich bin Vorstandsmitglied von Pro Velo Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois, spreche jetzt aber für die Fraktion GLP+. Auf den ersten Blick liegt uns ein tolles Projekt vor. Seit vielen

Jahren kritisieren die Grünliberalen die Gestaltung des öffentlichen Raums in Biel. Nur zu oft wurde ein Maximum der öffentlichen Fläche versiegelt statt sich zu überlegen, welche Flächen wirklich für den Verkehr benötigt werden. Der vorliegende Gestaltungsvorschlag ist in diesem Sinne ein Quantensprung, denn die öffentlichen Flächen entlang des Unteren Quais sollen weitgehend entsiegelt werden. Eine abwechslungsreiche Gestaltung ist vorgesehen. Neben der bestehenden Allee sollen weitere Bäume und Sträucher gepflanzt und mit einer ausgebauten Möblierung soll zum Verweilen eingeladen werden. Diese Entwicklung nimmt die Fraktion GLP+ gerne zur Kenntnis.

So weit, so gut. Leider scheint das Projektteam nur ungenügend über die städtische Verkehrsplanung im Bild zu sein. Während der Schüssquai, vor allem unterhalb des Zentralplatzes, für den MIV (motorisierter Individualverkehr) und den öV (öffentlicher Verkehr) keine Bedeutung hat, ist er gemäss den städtischen Planungsgrundlagen eine Hauptachse für den Langsamverkehr. Anders als die Sprecherin der Fraktion FDP sind wir der Ansicht, dass die Stadtverwaltung ihre eigenen Planungen nicht respektiert. Dies gilt insbesondere in folgenden Punkten für das Velo:

- Gemäss dem aktuellen VELOguide der Stadt ist die Achse entlang der Schüss eine Veloverbindung beziehungsweise teilweise eine Veloroute.
- Die GMS 2018-2040 der Stadt Biel sieht die nördliche Seite am Unteren/Oberen Quai sowohl als Schnell- wie auch als Komfortveloroute vor.
- In dem in die Vernehmlassung gegebenen Sachplan Veloverkehr ist der erwähnte Abschnitt als kombinierte Schnell- und Komfortroute vermerkt.

Die vorliegende Planung wird der Vorgabe in keiner Art und Weise gerecht. Eine Veloroute – erst recht eine sogenannte Veloschnellroute – muss gewährleisten, sich komfortabel und so unterbruchsfrei wie möglich von einem Ort zum anderen bewegen zu können. Nicht so bei diesem Projekt: Die Fahrbahn wird regelmässig durch Abschnitte mit Pflastersteinen unterbrochen, im Slalomkurs geführt oder fährt auf Hindernisse auf, wo bei Gegenverkehr angehalten und einmündenden Fahrzeugen Vortritt gewährt werden muss. In den Projektunterlagen wird erwähnt, dass aufgrund der engen Platzverhältnisse für die Velofahrenden alle 40 Meter ein «espace de refuge» bereitsteht, also die Möglichkeit, vor entgegenkommendem Verkehr Schutz zu suchen. So nicht! Auf der zentralen Achse Unterer und Oberer Quai muss für einmal – zumindest auf der einen Seite des Kanals – das Velo im Zentrum der verkehrlichen Planung stehen. Für den Veloverkehr ist ein eigenes Trasse zu schaffen, getrennt von den anderen Verkehrsteilnehmenden, absatzlos und vortrittsberechtigt gegenüber einmündenden Kreuzungen. Das Bedürfnis nach einer vorbildlichen Veloinfrastruktur am Unteren/Oberen Quai ist klar gegeben. Im Jahr 2020 haben innert kurzer Zeit über 2000 Personen die Petition für eine Velo-Allee entlang des Schüsskanals unterzeichnet. Packen wir also die Chance, hier aus Sicht des Langsamverkehrs ein vorbildliches Projekt zu realisieren! Wenn nicht hier, wo dann?

Zusammen mit dem Vorstand von Pro Velo Biel besuchte ich die Stadt Freiburg im Breisgau. Die meinen es ernst: Die Stadt hat dort zwei Rad-Vorrang-Routen geschaffen, FR1 und FR2 und weitere sollen folgen. Eigene Fahrradstrassen sind bei uns in der Schweiz inzwischen als Velostrassen auch rechtlich vorgesehen. Die FR1 ist 10km lang, kreuzt keine einzige Ampel und anderem Verkehr muss nur an einer einzigen Stelle Vortritt gewährt werden. Ein wahrer Genuss! Zufälligerweise führt die FR1 genau an dem die Stadt durchquerenden Fluss entlang.

Mit dem ergänzenden Antrag, der klare Richtlinien für die weitere Planung des Projektierungskredits fordert und von einer breit abgestützten Gruppe erarbeitet wurde, wird das Anliegen des Veloverkehrs aufgenommen. Entsprechend den Zielen der GMS sollen die Schüssquais zu einer wahren Achse der sanften Mobilität werden. Wo immer ein Zubringer für den MIV nötig ist, soll dieser möglich sein, aber die Erschliessung aller nicht unmittelbar am Quai liegenden Gebäude darf nicht mehr über den Quai erfolgen. Die Fraktion GLP+ unterstützt den Antrag, um auch bei den anschliessenden Abstimmungen hinter diesem Projekt stehen zu können. Die Kosten für den vorliegenden Kredit von CHF 1,22 Mio. sind schon sehr stolz. Wir bauen darauf, dass die im Sinne des zu erarbeitenden «roten Fadens» gewonnenen Erkenntnisse für alle weiteren Etappen zwischen See und Hauserwehr wiederverwertbar sind. Die Projektierung der weiteren Etappen wird somit wesentlich günstiger zu stehen kommen.

Pittet Natasha, au nom du Groupe PRR: Ce projet a été étudié au sein de notre groupe avec intérêt. Nous sommes d'accord avec ce crédit d'étude car il s'agit d'un axe important de notre Ville. Nous sommes aussi d'accord avec cette proposition car il s'agit d'un crédit d'étude qui permettra d'examiner toutes les possibilités et les interventions qui doivent être prises. De plus, il s'agit d'un service à la population que de refaire ce tronçon qui est dans un piteux état. Le trottoir est dans un état lamentable et les arbres mériteraient un peu plus de terre pour leurs racines et moins de goudron. Nous soutenons aussi ce dossier car il s'agit d'un projet très moderne car il prévoit une cohabitation de tous les modes de transports mais aussi des piétons. De plus, il s'agit d'une adaptation de cette zone urbaine à la nouvelle réalité des défis climatiques qui nous attendent par plus de verdure, d'ombre et une meilleure perméabilité des sols. En revanche, nous ne sommes pas d'accord avec l'amendement qui nous est présenté ce soir car cette demande est beaucoup trop précise. Il faut laisser au Conseil municipal et aux experts la liberté d'examiner le meilleur système pour une piste vélos. Il ne faut pas non plus qu'après la «reine» voiture, on passe au «roi» vélo en Ville de Bienne. Il faut aussi que les piétons aient un endroit agréable au bord de l'eau.

Cuixeres Manon, au nom du Groupe PSR: Nous avons pris connaissance avec intérêt du projet. Si au premier abord, nous avons trouvé ce projet très beau et intéressant, nous trouverions vraiment dommage que la Ville manque l'occasion de créer une piste pour les vélos. C'est pourquoi, nous soutenons l'amendement déposé.

Scherrer Jürg, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Veloschnellroute bietet freie Fahrt für freie Bürger, statt mit dem Auto halt mit dem Velo. (*Gelächter*) Einem so perfekt formulierten und mit schönen Zeichnungen versehenen Entwurf muss zugestimmt werden. Im Hinblick auf die städtische Finanzlage ist die Genehmigung des vorliegenden Projekts jedoch nicht nur grobfahrlässig sondern sogar eventualvorsätzlich. Die Stadt hat nahezu eine Milliarde Schulden. Ich weiss, Sie sagen, immer wenn die öffentliche Hand noch mehr Schulden macht, läuft die Wirtschaft noch besser. Der Sozialismus lässt grüssen. Das vorliegende Luxusgeschäft ist erst der Anfang, weitere mit Kostenfolgen von mehreren Millionen sollen folgen.

Unbestritten ist, dass die geplante Infrastruktur unterhalten werden muss. Vorab werden externe Büros und Fachgremien mit Steuergeldern gefüttert. Mit den Ausgaben für den vorliegenden Projektierungskredit wird noch kein einziger Stein bewegt. Mir ist klar, dass der Gemeinderat bereits CHF 248'000 ausgegeben hat. Bei einer Ablehnung ist der Betrag verloren ebenso wie die vorgesehenen Beiträge von Bund und Kanton. Das Bieler Parlament wird regelmässig derart geködert und beisst jeweils an. Meine

Damen und Herren, das ist eine Falle. Mit dieser Taktik wächst der Schuldenberg der Stadt weiter an. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen macht da nicht mit. Wir lehnen sowohl den Entwurf als auch den Ergänzungsantrag ab. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen erwartet die Vorlage solcher Projekt erst wieder, wenn die städtischen Finanzen saniert sind.

Bohnenblust Peter, FDP: Ich stelle ein grundsätzliches Problem bei der Planung fest. Wer plant und wie und wer greift wann ein? Erwähnenswert ist, dass die GPK keine Abstimmungsempfehlung abgibt. Wie passen die geplanten Ausgaben zum Massnahmenpaket «Substance 2030»? Hat die Stadt soviel Geld?

Was ist bis jetzt in diesem Projekt passiert? Der Gemeinderat hat für CHF 248'000 einen Planungskredit gesprochen. Auch ich war, wie Herr Scheuss in der Begleitgruppe, welche mit Akteuren aus den unterschiedlichsten Stellen zusammengesetzt war. An den Vorarbeiten mitgewirkt hat ausserdem eine Gruppe von Anwohnenden. Es kann nicht sein, dass alles falsch ist und jetzt ein Verkehrsträger bevorzugt werden soll. Ich bewege mich oft mit dem Velo in der Stadt und bringe diesem viel Sympathie entgegen. Jetzt soll die GMS und der Sachplan Velo von linker Seite staatsstreichartig über den Haufen geworfen werden. So kann nicht geplant werden! Mit diesem Vorgehen wird die Vorlage ganz bestimmt in der Volksabstimmung abgelehnt. Den Preis für Ihre Sturheit werden wir alle bezahlen. Ich bitte Sie, den Ergänzungsantrag abzulehnen. Die Partizipation ist gewährleistet. Ich persönlich bezweifle, dass ein solcher Antrag möglich ist, denn er verletzt die demokratischen Regeln. Sollte er angenommen werden, ist er bloss ein Prüfauftrag und alles andere als zwingend.

Scheuss Urs, Grüne: Ich äussere mich nun zur Motivation des eingereichten Antrags. Als ich den Bericht zum vorliegenden Geschäft las, kam mir die Ablehnung bei der Volksabstimmung zur Neugestaltung des Bahnhofplatzes in den Sinn. Die Vorlage damals war ein Kompromiss, den niemanden ausser den öV glücklich gemacht hat. FussgängerInnen und Velofahrende lehnten das Vorhaben ab.

Die Stärken des heute vorliegenden Projekts habe ich bereits erwähnt. Die Massnahmen gegen die Klimaerwärmung werden gut umgesetzt aber bei der Qualität des Aufenthaltsraums und beim Verkehr werden zuviele Abstriche gemacht. Insgesamt ist der geplante Begegnungsort doch sehr stark verkehrsorientiert. Die sanfte Mobilität sollte eigentlich gestärkt werden. Velofahrende und FussgängerInnen werden jedoch immer noch vom Auto verdrängt. Ich befürchte daher, dass für die Volksabstimmung nicht genügend Stimmen zur Genehmigung des Projekts vorhanden sein werden. Die Stärken des vorliegenden Projekts müssen hervorgehoben werden. Es geht nicht darum, den bisherigen Entwurf in Frage zu stellen. Vielmehr soll jetzt der nächste Schritt konkretisiert werden. Die vorgesehenen Aufenthaltsplätze sollen eine eigene Identität erhalten indem sie benannt werden. Offensichtlich ist, dass hier in Biel zuviele Strassen nach Männern benannt sind. Die Frauen sind im öffentlichen Raum noch viel zu wenig sichtbar, denn Strassen und Plätze werden zu selten nach ihnen benannt.

Eine Sanierung ist sowieso notwendig und mit Kosten verbunden. Mit den Beiträgen von Bund und Kanton werden die städtischen Finanzen etwas entlastet und gleichzeitig wird das Projekt aufgewertet. Wichtig ist, dass vor der Projektierung die Richtung vorgegeben wird. Der Gemeinderat und der partizipative Prozess haben noch genügend Spielraum für die Ausgestaltung und Konkretisierung. Der Begriff Richtlinie wurde nicht zufällig gewählt. Im Grossen Rat beinhalten Richtlinien gewisse Eckwerte,

welche verbindlich sind aber in der Ausgestaltung genügend Spielraum lassen. Der Antrag fordert deshalb Eckwerte und keine detaillierten Planungen, gibt aber dem Gemeinderat eine klare Richtung vor. Es geht darum, die wunderbare Idee des «Canal éponge» mit einem mehrheitsfähigen Projekt voll entfalten zu können. Die Stadt Biel braucht einen hell strahlenden Leuchtturm des Städtebaus an der prominenten Lage im Herzen der Stadt. Ich bitte Sie, den Änderungsantrag zu unterstützen.

Koller Levin, SP: Nachdem ich kritisierte, dass der Veloverkehr nicht die notwendige Bedeutung erhalten hat, äussere ich mich zum Änderungsantrag. Mit dem Antrag sollen die Mängel behoben werden, ohne den Projektverlauf zu verzögern. Wir wollen dem Gemeinderat für die künftige Planung Richtlinien geben. Es soll sicher gestellt werden, dass auf der einen Seite der Schüss eine vorbildliche Veloinfrastruktur entsteht, wo Autos und FussgängerInnen ausgenommen sind. Dies erlaubt, dass Velofahrende sicher, direkt und vortrittberechtigt mit moderater Geschwindigkeit vorwärtskommen. Bodenmarkierungen machen die Veloroute sicher und einladend. Ein harter Belag erlaubt eine angenehme und rüttelfreie Fahrt und ermöglicht den Winterdienst. Velorasende mit 45 km/h haben auf dieser Strecke nichts verloren. Die Infrastruktur ist auf eine gemütliche aber dennoch zügige und unterbruchsfreie Fahrt von 20 bis 25 km/h ausgerichtet. Um die Veloinfrastruktur zu realisieren und gleichzeitig den FussgängerInnen ein attraktives Wegnetz zu ermöglichen, wird Raum benötigt. Dieser kann durch den Verzicht auf Parkplätze entlang des Schüssquais gewonnen werden. Auf Abschnitten im Stadtzentrum, welche für den Langsamverkehr und als Aufenthaltsraum für die Bevölkerung von grosser Bedeutung sind, ist ein Parkplatzangebot schlichtweg Platzverschwendung. In der Nidaugasse hat es keine Parkplätze und diese werden auch nicht vermisst. Zudem muss am Quai die Durchfahrt von Autos unterbunden werden um genügend Platz für die Infrastruktur des Langsamverkehrs zu schaffen. Die Zufahrt zu den Liegenschaften muss selbstverständlich stets möglich sein. Im Änderungsantrag wurde dies auch explizit so formuliert.

Das Projekt muss bezüglich Verkehr deutlich nachgebessert werden. Diese Pläne hätten zum heutigen Zeitpunkt in einer Volksabstimmung einen schweren Stand. Den vorliegenden Projektierungskredit heute zu genehmigen ist nur nach Annahme des vorliegenden Änderungsantrags sinnvoll. Ansonsten besteht, wie beim Projekt AGGLOlac die Gefahr, dass Millionen verplant werden und das Ganze am Ende abstürzt. Ich bitte Sie, dem Änderungsantrag zuzustimmen. Den Gemeinderat bitte ich, die Anliegen ernst zu nehmen und umzusetzen.

Rüber Stefan, Grüne: Die Idee der Schwammstadt begeistert mich sehr. Bereits erwähnt wurde, dass Schwammstädte zur Kühlung der Siedlungsgebiete beitragen. Ausserdem helfen sie beim Oberflächenabfluss des Wassers. Wasserschäden sind rund zur Hälfte auf Hochwasser und zu einem Drittel auf mangelhaften Oberflächenabfluss zurückzuführen. Die Versiegelung heizt unsere Städte nicht nur auf, sie geht auch ins Geld.

Clauss Susanne, SP: Herr Bohnenblust, Sie sagten, dass mit dem Änderungsantrag ein Verkehrsmittel bevorzugt wird. Mich erstaunt Ihre einseitige Sichtweise. Endlich bekommen Velofahrende und FussgängerInnen genügend Platz und der MIV muss sich ein wenig einschränken. Während der letzten hundert Jahren musste er das nicht. Ich finde Ihre Aussage nicht gerechtfertigt.

Bohnenblust Peter, FDP: Ich wurde missverstanden, denn ich habe mich keineswegs für das Auto eingesetzt. Ich sagte lediglich, dass die Forderung des Änderungsantrag einseitig sei. In der vorliegenden Fassung kann ich das Projekt unterstützen. Ich stelle mich auch nicht gegen den Abbau von Parkplätzen. Die Abteilung Finanzen weist übrigens darauf hin, dass die Parkplatzgebühren eine nicht unwichtige Einnahmenquelle der Stadtfinanzen sind. Nachbesserungen im Projekt können durch die Partizipation vorgenommen werden. Der Änderungsantrag ist einseitig und verstösst gegen die GMS. Mich interessiert die Haltung des Gemeinderats zu den Eckwerten der kantonalen Richtlinien. Der Änderungsantrag ist im Sinne eines Prüfauftrags aufzunehmen und nicht als verbindliche Anpassung.

Steinmann Alfred, SP: Eine Veloschnellroute von Nord nach Süd und von Ost nach West ist wichtig für Biel. Eine Trennung des Verkehrs zwischen FussgängerInnen und Velofahrenden ist nicht nur notwendig, sondern wird sowohl von Fussgänger- wie auch von Veloorganisationen unterstützt. Vom Stadtrat wurden verschiedene Vorstösse mit dieser Forderung erheblich erklärt. Wenn nun aber die Vorstösse und der Velosachplan ignoriert werden, kommen halt Änderungsanträge auf den Tisch. Unterstützen wir den Änderungsantrag und geben diesem guten Projekt eine Chance.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich bin froh, dass mehrmals die positiven Aspekte des vorliegenden Projekts erwähnt wurden. Die Aufenthaltsqualität und die Möglichkeiten des Quais, der ein strukturierendes Element im Zentrum der Stadt und eine Verbindungsachse darstellt, sollen massiv verbessert werden. Die Notwendigkeit einer zeitgerechten Sanierung ist unbestritten. Das Projekt des «Canal éponge» ist mutig und deshalb gefällt es mir. Es trägt der städtebaulichen Bedeutung des Quais Rechnung und reagiert zudem auf die klimatischen Herausforderungen. Dem vorliegenden tollen Projekt gelingt es, die verschiedenen Bedürfnisse zu vereinen.

Die Mobilität war soeben ein grosses Thema. Die GMS sagt, dass jeder Verkehrsträger am richtigen Ort mit ausreichend Raum zum Zug kommen soll. Sie hält fest, dass Velo-, Fussverkehr und öV stärker gewichtet werden sollen. Der MIV soll insbesondere in der Innenstadt nicht mehr soviel Platz einnehmen wie in der Vergangenheit. Der damit gewonnene Platz soll der verbesserten Aufenthaltsqualität dienen. Der Gemeinderat ist jedoch überzeugt, dass trotz attraktiven Veloverbindungen insbesondere in der Innenstadt, die Kohabitation wichtig ist. Attraktive Veloverbindungen werden damit in keiner Weise ausgeschlossen. Der Gemeinderat betont in seinem Bericht, dass das vorliegende Projekt auf künftige Lösungen mit einer Stärkung des Langsamverkehrs reagieren kann. Nach Auffassung des Gemeinderats ist der Änderungsantrag nicht notwendig. Diese Themen werden in der Planung sowieso angegangen. «Canal éponge» hat im Moment den Status eines Vorprojekts. Im Antrag sind Punkte erwähnt, welche sich möglicherweise ausschliessen. So soll beispielsweise die Durchfahrt für den MIV unterbunden aber gleichzeitig die Zufahrt ermöglicht werden. Auf der einen Seite des Kanals nur Fussverkehr und auf der anderen Seite nur Veloverkehr zuzulassen, ist nicht realistisch. Auf der einen Seite der Schuss den Veloverkehr zu priorisieren und auf der anderen Seite eine Kohabitation zu ermöglichen, sollte jedoch machbar sein.

Ich komme zur Frage des Geldes, Herr Scherrer. Der Gemeinderat bringt nur Projekte vor den Stadtrat, welche im Rahmen von «Substance 2030» Platz haben. Die Beiträge von Bund und Kanton ermöglichen Projekte, welche sonst ausser Reichweite wären. Mit diesen Geldern wird das Preis-Leistungsverhältnis für die Stadt sehr attraktiv. Der

Gemeinderat verfügt bis jetzt nicht über einen Masterplan vom See bis zum Hauserwehr. Die Gestaltung der verschiedenen Etappen soll sich jedoch am «Roten Faden» orientieren.

Wenn Sie den vorliegenden Projektierungskredit heute ablehnen, vergeben Sie eine Riesenchance zur Aufwertung der Innenstadt, für die Förderung des Langsamverkehrs und den Klimaschutz. Der Gemeinderat erachtet den Änderungsantrag als unnötig. Gewisse Aspekte können jedoch in der weiteren Planung berücksichtigt werden. Herr Bohnenblust hat bereits erwähnt, dass die Partizipation umfassend ist.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Wie bereits erwähnt, ist das vorliegende Projekt ein Leuchtturm. Die Überlegungen zur Schwammstadt sind nicht neu. Ein derartiges Projekt auf einem so grossen Perimeter ist aber zumindest für Biel ein neuer Weg. Das Projekt soll den heutigen Herausforderungen gerecht werden. Anpassungen aufgrund des Klimawandels sollen auch bei der Bepflanzung berücksichtigt werden. Es geht nicht nur um eine Komfortfrage. Mit dem Ersatz des Belags ist es nicht getan, denn die tiefer liegende Struktur ist angegriffen. Ausserdem können Agglogelder von Bund und Kanton beantragt werden. Ich bin überzeugt, dass ein Projekt mit einer blossen Belagssanierung in der Volksabstimmung keine Chance hätte. In Anbetracht der Bedeutung des Perimeters und den Ansprüchen an den öffentlichen Raum muss ein zukunftsfähiges Projekt entwickelt werden. Mit der Genehmigung des Projektierungskredits heute legen Sie einen ersten Grundstein dazu.

Vote

- sur la proposition d'amendement des Vert-e-s, PVL+, SP/JUSO, PSR, Passerelle, POP, d'ajouter un nouveau point 1, «Directives pour la planification ultérieure» au projet d'arrêté

La proposition est acceptée.

Vote final

Vu le rapport du Conseil municipal du 4 mai 2022, s'appuyant sur l'article 39, alinéa 1, chiffre 1, lettre a du Règlement de la Ville de Bienne du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville **arrête**:

1. Directives pour la planification ultérieure:

- Concevoir si possible les deux ponts comme des places libres de tout trafic motorisé et leur donner le nom de femmes en collaboration avec «Femmes en réseau Bienne» et «Arbeitskreis für Zeitfragen».
- Itinéraire cyclable continu, direct et en principe prioritaire, intégré dans le réseau d'itinéraires supérieur d'un côté, avec séparation des piétons, piétonnes et des cyclistes. L'itinéraire cyclable est bien visible grâce à des marquages et dispose d'un revêtement dur (le service hivernal doit être possible) sans pavés ni seuils. Il faut renoncer aux obstacles à la circulation et aux slaloms. Les bases de planification du réseau cyclable doivent être adaptées si nécessaire.
- Espaces suffisants pour les piétons, piétonnes et les cyclistes.
- Suppression des places de stationnement publiques et, au moyen de mesures de construction, du passage pour le trafic motorisé des deux côtés; garantie de

l'accessibilité de tous les immeubles pour le trafic motorisé (accès, mais pas de passage et arrêt, mais pas de stationnement) et les véhicules de secours.

- Il convient d'examiner – avec l'implication des quartiers voisins (population et commerces) – la réorganisation du trafic dans les quartiers voisins, notamment par la mise en œuvre du système de «poches» pour le trafic individuel motorisé.
- En complément des lignes directrices («fil rouge»), un plan de mise en œuvre avec des délais pour les autres tronçons des quais de la Suze.

2. Un crédit d'engagement n° 17000.0147 «Quai du Bas (place Centrale – rue de l'Hôpital), réaménagement» de 1 220 000 francs, dont 248 000 francs ont déjà été approuvés et libérés par le Conseil municipal, est octroyé pour la planification du réaménagement du quai du Bas entre la place Centrale et la rue de l'Hôpital (avant-projet, demande de permis de construire, projet de l'ouvrage, établissement de la demande de crédit de réalisation et ligne directrice pour la valorisation de l'ensemble des quais). Le crédit est immédiatement libéré.
3. Toute dépense supplémentaire due au renchérissement est d'ores et déjà approuvée.
4. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Le Conseil municipal est habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Ce soir nous traitons encore deux thèmes, à savoir le point 8 de l'ordre du jour, 20220144 «Bien-fonds Alpenblick à Gstaad – Octroi d'un droit de superficie sur la parcelle inscrite au registre foncier de Saanen sous le n°441» et le point 10, 20220127 «Chemin de la Tuilerie, Clos-du-Lac, chemin des Pêcheurs, chemin des Roseaux / Remplacement des canalisations / Crédit d'engagement». Les deux objets ne sont pas contestés et devraient pouvoir être traités rapidement. Le point 9 de l'ordre du jour, 20190333 «Complexe sportif aux Champs-de-Boujean / Crédit d'engagement / Message», est repoussé à demain.

85. 20220144 Bien-fonds Alpenblick à Gstaad – Octroi d'un droit de superficie sur la parcelle inscrite au registre foncier de Saanen sous le n°441

Scheuss Urs, GPK: Die GPK hat das Geschäft geprüft und diesem einstimmig zugestimmt. Die Stadt Biel besitzt seit den 1940er Jahren in Gstaad ein Ferienlagerhaus. Anfangs verbrachten Schulkinder aus Biel manchmal über mehrere Wochen im Jahr dort einen Genesungsaufenthalt. Zudem konnten Kinder aus Familien mit geringem Einkommen im Haus ihre Ferien verbringen. Später führten Bieler Schulklassen Sommer- und Winterlager durch. Das Haus wurde danach auch für Schulen, Vereine und Privatpersonen aus anderen Orten geöffnet. Zuletzt übernahm der Verein «Ferienhaus Alpenblick» die Führung, welcher das Haus von der Stadt gemietet hat.

Allerdings gingen die Einnahmen aufgrund sinkender Nachfrage in den letzten 20 Jahren zurück. Gleichzeitig muss das Gebäude dringend saniert werden. In schlechtem Zustand sind die elektrischen Leitungen und Installationen, die Heizung, die sanitären Anlagen und die Küche. Dazu kommen Innenausbau und Isolation. Wegen der schlechten Isolierung ist der Energieverbrauch hoch und entsprechend teuer. Die

Liegenschaft ist ausserdem nicht behindertengerecht gebaut und der Brandschutz ist veraltet. Der Verein kann die Kosten für die notwendige Sanierung nicht aufbringen.

Grundsätzlich muss die Frage gestellt werden, ob es eine Sanierung überhaupt angebracht ist. Verschiedene Varianten wurden geprüft, unter anderem hätte das Ferienhaus entweder in Vermietung oder im Baurecht an die Gemeinde Saanen abgegeben werden können. Die Gemeinde war jedoch nicht interessiert. Eine weitere Option war die Vermietung an einen neuen Pächter. Aufgrund des grossen Sanierungsbedarfs und des veralteten Konzepts als Ferienlagerhaus wurde diese Möglichkeit verworfen. Letztlich blieb die Lösung der Abgabe im Baurecht an die Stiftung Alpenblick. Nicht nur das Ferienlagerhaus soll ersetzt werden, sondern auf dem Grundstück ist eine neue Überbauung mit Mehrfamilienhäusern für Einheimische geplant. Die GPK findet diese Lösung gut. Das ursprüngliche Ziel, Kindern und Familien aus Biel preisgünstige Ferien zu ermöglichen, wird weiterhin gewährleistet. Der Rabatt im Baurechtszins ist an die Bedingung geknüpft, Vergünstigungen an die Feriengäste weiter zu geben. Gleichzeitig ist die finanzielle Basis mit den Einnahmen aus den Mehrfamilienhäusern langfristig und nachhaltig robuster.

Rüber Stefan, Fraktion Grüne: Die Fraktion der Grünen wird diesem Geschäft zustimmen. Es wurde eine Lösung gefunden, damit Bieler Kinder auch in Zukunft ein Haus zur Verfügung haben für Klassenlager und gleichzeitig werden über die Baurechtslösung Einnahmen generiert. Die Lösung stimmt, aber dennoch bleiben einige Fragen an den Gemeinderat:

- Wird das Angebot im Ferienheim Alpenblick für die Schulklassen tatsächlich günstiger sein als andere Alternativen, so dass dieses Angebot den gewünschten Effekt erzielt? Mit gewünschtem Effekt sind erschweringliche Klassenlager für Schulkinder aus Biel gemeint.
- In welcher Form können Jugendliche von diesem Angebot profitieren?
- Und zum Bau selbst: Kann die Stadt Biel Einfluss auf die Qualität der geplanten Gebäude nehmen, so dass zum Beispiel der Energieeffizienz Rechnung getragen wird? Wurde die Stadt Biel bei der Konsultation der Überbauungsordnung angehört und was hat die sie als Landeigentümerin dazu gesagt?

Leider konnte ich die Fragen erst heute stellen. Die Antworten können allenfalls auch schriftlich nachgereicht werden.

Tanner Anna, Fraktion SP/JUSO: Aus Sicht der Fraktion SP/JUSO ist das vorliegende Geschäft sehr unterstützenswert. Durch die Abgabe im Baurecht bleibt die Stadt Biel Besitzerin. Vor allem aber soll das Angebot verbilligt zur Verfügung gestellt werden. Die Lebenskosten werden immer teurer, umso mehr braucht es Orte zur Erholung für Menschen mit wenig Geld.

Rindlisbacher Hugo, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Das Ferienheim Alpenblick soll im Baurecht an die Stiftung Alpenblick überführt werden. Ausserdem sollen auf dem Grundstück zusätzliche Neubauten erstellt werden. Aufgrund des erreichten Endes des Lebenszyklus des bisherigen Gebäudes sind sehr grosse Investitionen notwendig. Zudem ist in den letzten 20 Jahren die Nachfrage nach Schulferienlagern gesunken. Der Lokalpresse im Berner Oberland war zu entnehmen, dass die Stadt Biel angeblich ihre Liegenschaft in Grindelwald verkaufen will. Das besser rentierende Haus in Gstaad soll demgegenüber saniert werden. Da waren wohl einige Informationen falsch. Die Stadt Biel hat offenbar in der Vergangenheit die Subventionen für den

Verein Alpenblick gesenkt und demgegenüber den Mietzins erhöht. Dieser Punkt erstaunt mich sehr.

Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen wird dem vorliegenden Geschäft zustimmen. Wir finden die heutige Vorlage von allen geprüften Varianten die Beste. Damit können die Bieler Schulen von einem Preisnachlass profitieren. Der vorgeschlagene Preis von CHF 450 pro m² ist für Gstaad nach Ansicht der Fraktion SVP/Die Eidgenossen relativ tief.

Leuenberger Bernhard, Fraktion FDP: Selbstverständlich ist auch die Fraktion FDP für dieses Geschäft. Im Bericht fehlen einzig nähere Informationen zur Käuferschaft, der Stiftung Alpenblick. Die Stiftung existiert noch gar nicht. Mich würde interessieren, wer dahinter steht, aber auch, welche Ziele die Stiftung verfolgt und ob sie gemeinnützig ist.

Gloor Yannick, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ wird dem vorliegenden Geschäft ebenfalls zustimmen. Mit der Einräumung des Baurechts werden laufende Erträge generiert. Zusätzlich profitieren Schulkinder der Stadt Biel auch künftig von Ermässigungen auf Beherbergungs- und Verpflegungstarifen.

Heiniger Peter, PdA: Die Mitglieder der PdA begrüßen das vorliegende Geschäft. Ich weise den Gemeinderat darauf hin, dass das Angebot proaktiv beworben werden sollte. Das Problem liegt bei der gesunkenen Nutzung des Hauses. Es muss nicht unbedingt nur für Skilager geworben werden, da dieser Sport teuer ist. Klassenlager können auch in den übrigen Jahreszeiten durchgeführt werden. Eine vermehrte Nutzung durch die Schulen würde mich sehr freuen.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich spreche als Stellvertreter der abwesenden Finanzdirektorin zum vorliegenden Geschäft. Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass deshalb eine frühzeitige Einreichung Ihrer doch sehr detaillierten Fragen sehr hilfreich gewesen wäre. Die Antworten auf die Fragen von Herrn Rüber werden schriftlich nachgeliefert. Die übrigen Fragen werde ich soweit als möglich beantworten.

Zu meiner Schulzeit verbrachte ich die Skilager bereits bei der Vorgängerin des jetzigen Mieters. Ich denke, da bin ich hier im Saal nicht der Einzige. Nun endet ein Stück Bieler Geschichte. Die Stadt Biel bleibt jedoch Eigentümerin. Ursprünglich unterhielt die Stadt Biel drei Ferienheime davon zwei in Gstaad und eines in Grindelwald. Das eine Haus in Gstaad wurde bereits in den 1980er Jahren verkauft und hatte nicht genau den gleichen Zweck. Das Haus in Grindelwald wurde ungefähr vor fünfzehn Jahren an den Meistbietenden verkauft. Dies wäre für das Haus in Gstaad sicher auch problemlos möglich gewesen. Dem Gemeinderat war aber von Anfang klar, dass ein solches Vorgehen heute chancenlos und nicht sinnvoll ist, obwohl der Erlös der Stadtkasse gut getan hätte. Verschiedene Lösungen wurden geprüft. Die Gemeinde Saanen war an einer Übernahme nicht interessiert. Exponenten aus dem Umfeld der Gemeindeverwaltung von Saanen haben sich jedoch zur Gründung einer Stiftung zusammengeschlossen mit der Absicht, die Ferienunterkunft für Bieler Schulen zu attraktiven Bedingungen zu erhalten. Gleichzeitig soll auf dem Grundstück bezahlbarer Wohnraum für Einheimische bereitgestellt werden. An einem Ort wie Saanen ist bezahlbarer Wohnraum ein Problem. Vor diesem Hintergrund lässt sich der Preis pro Quadratmeter erklären. Eine Verzinsung von CHF 450 pro m² im Baurecht, verbunden mit gewissen Auflagen und dem Ziel der erwähnten Nutzung ist meiner Ansicht nach realistisch. Ich finde, Herr Bommer und seine Mitarbeitenden der Abteilung

Liegenschaften haben ein gutes Projekt entwickelt. Ich danke Ihnen für die Zustimmung zum vorliegenden Geschäft.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 11 mai 2022, vu l'art. 39, al. 1, let. a, en lien avec l'art. 14, al. 1, let. a, du Règlement de la ville du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), sous réserve du référendum facultatif, le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Il approuve l'octroi d'un droit de superficie sur la parcelle inscrite au registre foncier de Saanen sous le n° 441 d'une superficie de 9334 m², conformément au contrat de droit de superficie du 4 mars 2022, minute n° 1588, établi par le notaire David Matti à Saanen, d'une durée de 60 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2082, à une valeur foncière de 450 francs par m², ce qui correspond à une valeur de capital de 4 200 300 francs composée comme suit:
 - a) valeur de capital de 2 250 000 francs (zone W3, 5000 m²) avec un taux d'intérêt initial de 2,5 %, soit une rente capitalisée de 56 250 francs par an;
 - b) valeur de capital de 1 950 300 francs (zone affectée aux résidences de vacances, 4334 m²) avec un taux d'intérêt initial de 1,25 %, soit une rente capitalisée de 24 378 fr. 75 par an.
2. Il approuve le versement du gain comptable d'un montant de 2 800 200 francs sur le compte 29300.2200 «Gains comptables issus des biens-fonds du patrimoine financier».
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

86. 20220127 Chemin de la Tuilerie, Clos-du-Lac, chemin des Pêcheurs, chemin des Roseaux / Remplacement des canalisations / Crédit d'engagement

Torriani Isabelle, au nom de la Commission de gestion: Dans ce rapport le Conseil municipal nous demande d'examiner un crédit d'engagement de 1,9 million de fr. pour remplacer des canalisations. Il comprend le crédit d'étude de 150'000 fr. Cette demande a un montant supérieur que ce qui est prévu dans la planification mais cette différence pourra être compensée par d'autres projets qui ne pourront pas être réalisés dans les temps prévus. Les canalisations de ce quartier datent de presque 100 ans et elles doivent être remplacées. La nécessité d'agir est clairement démontrée dans le rapport et ceci en particulier pour des raisons de sécurité. Le rapport du Conseil municipal explique que la variante retenue permettra de remplacer à nouveau ces canalisations que dans 80 ans. Par ailleurs, plusieurs autres travaux doivent être réalisés dans ce quartier par d'autres entreprises comme Swisscom. Il s'agira donc de coordonner ces travaux. Nous nous sommes posés la question de savoir pour quelles raisons les entreprises impliquées dans ce projet ne doivent pas verser une contribution financière à la Ville puisqu'elles semblent profiter des travaux. La Direction TEE nous a expliqué que les coûts de renouvellement des canalisations sont imputés au compte spécial des eaux usées. Les autres entreprises financent elles-mêmes leurs travaux respectifs. Il s'agit d'une procédure habituelle. La répartition des coûts pour la remise à niveau du revêtement après ces travaux est appliquée. La Commission de gestion vous propose donc d'accepter cette demande de crédit.

Steinmann Alfred, Fraktion SP/JUSO: Die Kanalisation ist alt und es besteht die Gefahr, dass sie undicht wird. Das Grundwasser könnte verschmutzt werden, dringender Handlungsbedarf ist also angezeigt. Den vorliegenden Verpflichtungskredit über CHF 1,9 Mio. unterstützt deshalb die Fraktion SP/JUSO. Uns stellen sich folgende Fragen: Wo wird die Baustelle installiert? Eine Sperrung der Badhausstrasse für den Langsam- und Fussverkehr während der Bauphase kommt sicher nicht in Frage. Werden mit der Sanierung neue Velowegmarkierungen angebracht? Wird mit möglichst wenig Aufwand eine Begegnungszone eingerichtet? Wurden diese Möglichkeiten abgeklärt?

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich beantworte die Frage der GPK: Richtig ist, dass wo immer möglich darauf geachtet wird, die Leitungen nicht übereinander zu verlegen. Vor allem bei Abwasserleitungen wo es zu undichten Stellen kommen kann, werden wenn möglich keine weiteren Leitungen darübergelegt.

Herr Steinmann, ich werde so gut als möglich versuchen, Ihre Fragen zu beantworten. Für eine Fragestellung vorab, wäre ich Ihnen dankbar. Das Projekt betrifft reine Sanierungsarbeiten, eine Gestaltung ist nicht geplant. Entsprechend lässt die Finanzierung über die Spezialfinanzierung keine anderen Arbeiten zu. Selbstverständlich werden möglichst alle VerkehrsteilnehmerInnen berücksichtigt. Die Situation ist jedoch komplex. Es handelt sich um eine lange Baustelle in einem Quartier. Die Sicherheit wird jeweils in Zusammenarbeit mit dem Sicherheitsdienst gewährleistet. Ich danke Ihnen für die Annahme des vorliegenden Verpflichtungskredits.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 4 mai 2022, vu l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. Un crédit (n° 95710.0264) de 1,9 million de francs est approuvé pour remplacer les canalisations du chemin de la Tuilerie, du Clos-du-Lac, du chemin des Pêcheurs et du chemin des Roseaux.
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement est d'ores et déjà approuvé.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je vous souhaite une bonne soirée.

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23:00 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Bord Pascal

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Klemmer Regula

Protokoll:

Flückiger Rita

Scheurer Nathalie

Procès-verbal:

Kirchhof Claire-Lise

Pinto Bernardino Floriane